

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2017, ch. 34 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 151, No 26 (2017-12-30)

E

« Eastern Bank of Canada », Loi constituant en corporation la (*Eastern Bank of Canada*)

1928, ch. 78 (Loi privée); 1932, ch. 29 (Loi d'intérêt public)

Eaux de la zone du chemin de fer, Loi des (*Railway Belt Water Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

S.R.C. 1927, ch. 211; 1928, ch. 6 et 44

Eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, Loi sur les — 2002, ch. 10 (*Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 4, 2002, ch. 10, art. 200; 2013, ch. 14, art. 5; 2015, ch. 19, art. 41
art. 32, 2017, ch. 26, sous-al. 62m)(i)
art. 36, 2013, ch. 14, art. 6
art. 37, 2013, ch. 14, art. 7
art. 38, 2013, ch. 14, art. 8
art. 39, abrogé, 2013, ch. 14, art. 8
art. 43.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 42
art. 45, 2015, ch. 19, art. 43
art. 55.1 à 55.3, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 44
art. 55.31, ajouté, 2015, ch. 19, art. 44 et 55
art. 55.4 à 55.6, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 44
art. 56, 2015, ch. 19, art. 45
art. 60, 2014, ch. 2, art. 53
art. 70, 2013, ch. 14, art. 9
art. 76.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 46
art. 81.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 47
art. 82, 2015, ch. 19, art. 48
art. 90, 2015, ch. 19, art. 49
art. 90.1 à 90.4, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 49
art. 91, 2015, ch. 19, art. 50
art. 92, 2015, ch. 19, art. 51
art. 93, 2015, ch. 19, art. 52
art. 94.01 à 94.09, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 53
art. 94.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 53
art. 94.11 à 94.19, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 53
art. 94.2 et 94.3, ajoutés, 2015, ch. 19, art. 53
art. 114, 2017, ch. 26, sous-al. 62m)(ii)
art. 152, 2009, ch. 21, art. 22
art. 154, 2009, ch. 21, art. 23

art. 166, 2002, ch. 10, art. 201
dispositions de coordination, 2002, ch. 10, art. 200 et 201
disposition de coordination, 2015, ch. 19, art. 55
disposition transitoire, 2015, ch. 19, art. 54
EEV, 2002, ch. 10 en vigueur à la sanction 30.04.2002 *sauf* par. 171(2) à (4), art. 172 et par. 173(1) et (2) et 174(1) sont réputés entrés en vigueur 09.07.96 *voir* art. 203
EEV, 2009, ch. 21 (sanction : 23.06.2009), art. 22 et 23 entrent en vigueur au premier jour où les documents ci-après sont tous deux en vigueur au Canada lequel est 02.01.2010
a) la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute;
b) le Protocole de 2003 à la Convention internationale de 1992 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures.
En vigueur 02.01.2010 *voir* TR/2009-102
EEV, 2013, ch. 14 (19.06.2013), art. 5 à 9 en vigueur 09.07.2015 *voir* TR/2015-58.
EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 53 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.
EEV, 2015, ch. 19, art. 41, 46, 49 à 55 en vigueur à la sanction 18.06.2015; art. 42 à 45, 47 et 48 en vigueur 19.06.2016 *voir* art. 56.
EEV, 2017, ch. 26, al. 62m) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Eaux limitrophes internationales, Loi du traité des — L.R. (1985), ch. I-17 (*International Boundary Waters Treaty Act*)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 2, 2013, ch. 12, art. 2
art. 9, 1995, ch. 5, al. 25(1)(q)
art. 10, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1; 2013, ch. 12, art. 3
art. 11 et 12, ajoutés, 2001, ch. 40, art. 1
art. 13, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1; 2013, ch. 12, art. 4
art. 14 à 18, ajoutés, 2001, ch. 40, art. 1
art. 19, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1; 2013, ch. 12, art. 5
art. 20, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1
art. 20.1 à 20.9, ajoutés, 2013, ch. 12, art. 6
art. 21, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1; 2013, ch. 12, art. 8
art. 21.01, ajouté, 2013, ch. 12, art. 9
art. 21.1, ajouté, 2001, ch. 40, art. 1
art. 22 à 26, ajoutés, 2001, ch. 40, art. 1; 2013, ch. 12, art. 10
art. 27 à 42, ajoutés, 2013, ch. 12, art. 10
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
disposition générale, 2013, ch. 12, art. 7
annexe 1 (renumérotée), 2013, ch. 12, art. 11

E

Eaux limitrophes internationales, Loi du traité des — L.R. (1985), ch. I-17 (suite)

annexe 2, ajoutée, 2013, ch. 12, art. 12
annexe 3, ajoutée, 2013, ch. 12, art. 12
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 voir TR/95-65
EEV, 2001, ch. 40 en vigueur 09.12.2002 voir TR/2002-162
EEV, 2013, ch. 12 (sanction : 19.06.2013), art. 1 à 12 en vigueur 01.07.2014 voir TR/2014-59.

École de la fonction publique du Canada, Loi sur l' — 1991, ch. 16

[Ancienne appellation : Centre canadien de gestion, Loi sur le]

(*Canada School of Public Service Act*)

Le président du Conseil du Trésor (TR/2004-89)

Titre intégral, 2003, ch. 22, art. 21
art. 1, 2003, ch. 22, art. 22
art. 2, 2003, ch. 22, art. 23 et 132(A); 2010, ch. 12, art. 1671; 2012, ch. 19, art. 516; 2017, ch. 9, sous-al. 55(1)h(i)
art. 3, 2003, ch. 22, art. 24
art. 3.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 517
art. 4, 2003, ch. 22, art. 24 et al. 225i(A)
art. 5, 2001, ch. 4, art. 68; 2003, ch. 22, art. 25 et al. 225i(A)
art. 6, 2003, ch. 22, art. 26
art. 7, 2003, ch. 22, art. 26; 2010, ch. 12, art. 1672; abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 8, 2003, ch. 22, art. 27; abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 9, 2003, ch. 22, al. 225i(A); abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 10, 2003, ch. 22, art. 28; 2005, ch. 15, art. 2; 2010, ch. 12, art. 1673; abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 11, 2003, ch. 22, al. 225i(A); abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 12, 2003, ch. 22, art. 29; abrogé, 2012, ch. 19, art. 518
art. 13, 2003, ch. 22, art. 30 et 132.1; 2012, ch. 19, art. 519
art. 14, 2003, ch. 22, art. 30
art. 15, 2003, ch. 22, art. 31 et 133(A); 2017, ch. 9, sous-al. 55(1)h(ii)
art. 16, 2003, ch. 22, art. 32
art. 17, 2003, ch. 22, art. 32; abrogé, 2012, ch. 19, art. 520
art. 18, 2001, ch. 4, art. 69(F); 2003, ch. 22, art. 32; 2012, ch. 19, art. 521
art. 19, 2003, ch. 22, art. 34; 2012, ch. 19, art. 522
art. 20, abrogé, 2003, ch. 22, art. 35
disposition générale, 2003, ch. 22, art. 33
dispositions transitoires, 1991, ch. 16, art. 20
dispositions transitoires, 2003, ch. 22, art. 85 à 87
terminologie, 2017, ch. 9, al.55(1)h)
EEV, 1991, ch. 16 en vigueur 01.12.91 voir TR/91-158
EEV, 2001, ch. 4, art. 68 et 69 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71
EEV, 2003, ch. 22, art. 21 à 35 et 85 à 87 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-42; art. 132, 132.1, 133 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2005, ch. 15, art. 2 en vigueur 15.06.2005 voir TR/2005-45
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1671 à 1673 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14
EEV, 2012, ch. 19, art. 516 à 522 en vigueur à la sanction 29.06.2012
EEV, 2017, ch. 9, al.55(1)h) en vigueur à la sanction 19.06.2017

Économie de l'Ouest canadien, voir Diversification de l'économie de l'Ouest canadien...

(*Western Economic Diversification Act*)

Économie de pétrole et le remplacement du mazout, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. O-8

(*Oil Substitution and Conservation*)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 1994, ch. 41, al. 37(1)r)
art. 3, L.R., ch. 30 (1^{er} suppl.), art. 1
disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
EEV, L.R., ch. 30 (1^{er} suppl.), art. 1 en vigueur 28.06.85
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

Éducation des Mi'kmaq, Loi sur l' — 1998, ch. 24

(*Mi'kmaq Education Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 10, 2009, ch. 23, art. 333
annexe, DORS/2005-275; DORS/2011-190; DORS/2014-132
EEV, 1998, ch. 24 en vigueur 22.04.99 voir TR/99-44
EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), art. 333 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87
EEV, DORS/2011-190 réputé entré en vigueur 01.04.2011.
EEV, DORS/2014-132 réputé entré en vigueur 01.04.2014.

Efficacité énergétique, Loi sur l' — 1992, ch. 36

(*Energy Efficiency Act*)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 1994, ch. 41, al. 37(1)h)
art. 2.1, ajouté, 2009, ch. 8, art. 1
art. 4, 2009, ch. 8, art. 2
art. 5, 2009, ch. 8, art. 3
art. 7 et 8, 2009, ch. 8, art. 4
art. 20, 2009, ch. 8, art. 5

E

Efficacité énergétique, Loi sur l' — 1992, ch. 36 (suite)

art. 20.1 et 20.2, ajoutés, 2017, ch. 33, s. 221
art. 26, 2017, ch. 33, s. 222
art. 36, 2009, ch. 8, art. 6
art. 37, 2009, ch. 8, art. 7
disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
EEV, 1992, ch. 36, art. 21 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-153; art. 1 à 20 et 22 à 37 en vigueur 01.01.93 *voir* TR/92-153
EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
EEV, 2009, ch. 8 (sanction : 14.05.2009), art. 1 à 7 en vigueur 21.09.09 *voir* TR/2009-93
EEV, 2017, ch. 33 (sanction : 14.12.2017), art. 221 et 222 réputés en vigueur 01.07.2017 *voir* art. 229.

Efficacité et la capacité d'adaptation de l'économie canadienne par la réglementation de certaines pratiques qui découragent l'exercice des activités commerciales par voie électronique et modifiant la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Loi sur la concurrence, la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques et la Loi sur les télécommunications, Loi visant à promouvoir l' — 2010, ch. 23

(Efficiency and adaptability of the Canadian economy by regulating certain activities that discourage reliance on electronic means of carrying out commercial activities, and to amend the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Act, the Personal Information Protection and Electronic Documents Act and the Telecommunications Act, An Act to promote the)

Déposé par le ministre de l'Industrie

art. 6, 2010, ch. 23, art. 68
dispositions transitoires, 2010, ch. 23, art. 66 et 67
EEV, 2010, ch. 23 (sanction: 15.12.2010), art. 1 a 7, 9 à 46, 52 à 54 et 56 à 67 en vigueur 01.07.2014 *voir* TR/2013-127;
—art. 8 en vigueur 15.01.2015 *voir* TR/2013-127
—art. 47 à 51 et 55 en vigueur 01.07.2017 *voir* TR/2013-127; le décret TR/2017-31 abroge l'alinéa c) de TR/2013-127 afin de retarder l'entrée en vigueur des articles 47 à 51 et 55 et abrogeant l'entrée en vigueur des dispositions relatives au droit privé d'action de la *Loi canadienne anti-pourriel* – Non en vigueur;
—art. 68 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 91 – Non en vigueur

Élections, voir Loi électorale du Canada...

Élections au sein de premières nations, Loi sur les — 2014, ch. 5

(First Nations Elections Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien (art. 2)

Annexe, DORS/2015-136, art. 1 et 2, DORS/15-149, art. 1, DORS/15-208, art. 2; DORS/15-218, art. 1 et 2; DORS/16-2, art. 1 et 2, DORS/2016-28, art. 1, DORS/16-53, art. 1, DORS/16-55, art. 1, DORS/16-57, art. 1, DORS/16-110, art. 1, DORS/16-112, art. 1, DORS/16-114, art. 1, DORS/16-116, art. 1, DORS/16-118, art. 1, DORS/16-215, art. 1, DORS/16-217, art. 1, DORS/16-219, art. 1, DORS/16-221, art. 1, DORS/16-223, art. 1, DORS/16-225, art. 1, DORS/16-237, art. 1, DORS/16-246, art. 1, DORS/16-248, art. 1, DORS/16-250, art. 1; DORS/16-264, art. 1, DORS/16-266, art. 1, DORS/16-330, art. 1, DORS/16-332, art. 1, DORS/16-334, art. 1; DORS/2017-3, art. 1, DORS/17-5, art. 1, DORS/17-30, art. 1, DORS/17-32, art. 1, DORS/17-34, art. 1, DORS/17-64, art. 1, DORS/17-66, art. 1, DORS/17-97, art. 1, DORS/17-99, art. 1, DORS/17-102, art. 1; DORS/17-152, art. 1 et DORS/17-153, art. 1; DORS/17-188, art. 1, DORS/17-190, art. 1, DORS/17-240, art. 1, DORS/17-242, art. 1
disposition générale, DORS/15-136, art. 2 (date de la première élection du conseil de la première nation Madawaska Maliseet First Nation)
disposition générale, DORS/15-149, art. 2 (date de la première élection du conseil de la première nation Micmacs of Gesgapegiag)
disposition générale, DORS/15-208, art. 2 (date de la première élection du conseil de la première nation English River First Nation)
disposition générale, DORS/15-218, art. 2 (date de la première élection du conseil de la première nation Bunibonibee Cree Nation)
disposition générale, DORS/16-2, art. 2 (date de la première élection pour les conseils de la première nation George Gordon First Nation; de la première nation Red Pheasant First Nation et de la première nation Pabineau First Nation)
disposition générale, DORS/16-53, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Membertou)
disposition générale, DORS/16-55, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Key)
disposition générale, DORS/16-57, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Stswecemc Xgattem)
disposition générale, DORS/2016-54, DORS/16-56, DORS/15-58 (modifications aux annexes de l'Arrêté sur l'élection du conseil de bandes indiennes)
disposition générale, DORS/16-110, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande d'Ashcroft)

E

Élections au sein de premières nations, Loi sur les — 2014, ch. 5 (suite)

disposition générale, DORS/16-112, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande de Burns Lake)

disposition générale, DORS/16-114, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation des Chippewas de Rama)

disposition générale, DORS/16-116, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande d'Indian Island)

disposition générale, DORS/16-118, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Waycobah)

disposition générale, DORS/16-215, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande de Gull Bay : 26.11.2016)

disposition générale, DORS/16-217, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Wuskwi Sipihk : 14.10.2016)

disposition générale, DORS/16-219, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Bande indienne des Musqueams : 30.11.2016)

disposition générale, DORS/16-221, art. 2 (date de la première élection du conseil des Chippewas de Georgina Island : 21.03.2017)

disposition générale, DORS/16-223, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Bande indienne Nooaitch : 21.11.2016)

disposition générale, DORS/16-225, art. 2 (date de la première élection du conseil d'Eskasoni : 13.10.2016)

disposition générale, DORS/16-237, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Skownan : 03.11.2016)

disposition générale, DORS/16-246, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Tobique : 28.11.2016)

disposition générale, DORS/16-248, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation des Cris de Canoe Lake : 16.12.2016)

disposition générale, DORS/16-250, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Beaver : 29.11.2016)

disposition générale, DORS/16-264, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Pine Creek : 04.01.2017)

disposition générale, DORS/16-266, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Flying Dust : 05.12.2016)

disposition générale, DORS/16-330, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation du lac Fishing : 26.02.2017)

disposition générale, DORS/16-332, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Mistawasis Nehiyawak : 07.04.2017)

disposition générale, DORS/16-334, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Waywayseecappo : 24.02.2017)

disposition générale, DORS/17-3, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation des Sioux Birdtail : 30.03.2017)

disposition générale, DORS/17-5, art. 2 (date de la première élection du conseil des Premières Nations des Tlaociahts : 09.05.2018)

disposition générale, DORS/17-30, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Nation Songhees : 22.06.2017)

disposition générale, DORS/17-32, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Bande des Gitwangaks : 08.05.2017)

disposition générale, DORS/17-34, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Pic Nobert : 27.07.2017)

disposition générale, DORS/17-64, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande Ahtahkakoop : 16.06.2017)

disposition générale, DORS/17-66, art. 2 (date de la première élection du conseil de la bande Gitsegukla : 07.07.2017)

disposition générale, DORS/17-97, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Moose Deer Point : 01.08.2017)

disposition générale, DORS/17-99, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Black River : 02.08.2017)

disposition générale, DORS/17-102, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation d'Oromocto : 04.08.2017)

disposition générale, DORS/17-152, art. 2 (date de la première élection du conseil des Premières Nations Sakimay : 06.09.2017)

disposition générale, DORS/17-153, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation nakota Pheasant Rump : 15.09.2017)

disposition générale, DORS/17-188, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation du Fort-Folly : 23.11.2017)

disposition générale, DORS/17-190, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Day Star : 15.11.2017)

disposition générale, DORS/17-240, art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation de Kingsclear : 20.02.2018)

disposition générale, DORS/17-242 art. 2 (date de la première élection du conseil de la Première Nation Elsipogtog : 10.02.2018)

EEV, 2014, ch. 5 (sanction : 11.04.2014), art. 1 à 42 et son annexe en vigueur 02.04.2015 voir TR/2015-27.

Emballage et l'étiquetage des produits de consommation, Loi sur l'

— L.R. (1985), ch. C-38

(Consumer Packaging and Labelling Act)

Le ministre de l'Industrie; le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire exerce les attributions en ce qui a trait aux aliments, au sens de l'article 2 de la Loi sur les aliments et drogues voir TR/99-34

E

Emballage et l'étiquetage des produits de consommation, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. C-38 (suite)

art. 2, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 7(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)f) et 63(2)a); 1997, ch. 6, art. 40; 1999, ch. 2, art. 44; 2011, ch. 21, art. 119; 2012, ch. 24, art. 80; 2017, ch. 9, art. 48

art. 3, 2012, ch. 24, art. 81

art. 7, 2015, ch. 3, art. 42(F)

art. 8, abrogé, 2012, ch. 24, art. 82

art. 13, L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 6

art. 15, 1997, ch. 6, art. 41; 2012, ch. 24, art. 83

art. 16, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; 1997, ch. 6, art. 42

art. 20, 1997, ch. 6, art. 43; 2011, ch. 21, art. 120(A); 2012, ch. 24, art. 84

art. 21, 1997, ch. 6, art. 44; 2011, ch. 21, art. 121; 2012, ch. 24, art. 85

disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3) et 63(3)

disposition transitoire, 2012, ch. 24, art. 74

EEV, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 voir TR/85-211

EEV, L.R., ch. 31 (1^{er} suppl.) art. 6 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188

EEV, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 7(F) en vigueur à la sanction 28.02.92

EEV, 1995, ch. 1, art. 62 et 63 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48

EEV, 1997, ch. 6, art. 40 à 44 en vigueur 01.04.97 voir TR/97-37

EEV, 1999, ch. 2, art. 44 en vigueur 18.03.99 voir TR/99-25

EEV, 2011, ch. 21, art. 119 à 121 en vigueur à la sanction 29.11.2011

EEV, 2012, ch. 24 (sanction : 22.11.2012), art. 74 et 80 à 85 entrant en vigueur à la date fixée par décret voir art. 111 – Non en vigueur

EEV, 2015, ch. 3, art. 42 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

EEV, 2017, ch. 9, art. 48 en vigueur à la sanction 19.06.2017

Émission et la vente des actions de la Commission d'énergie du Nord canadien, Loi autorisant l' — 1988, ch. 12

*(Northern Canada Power Commission Share Issuance
and Sale Authorization Act)*

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 12, 1992, ch. 39, art. 49; 2002, ch. 10, art. 179

abrogation et modifications corrélatives, art. 13 à 22 (voir L.R., ch. 7 (4^e suppl.), art. 1 à 9)

disposition générale, 1992, ch. 39, art. 50

EEV, 1988, ch. 12 en vigueur 05.05.88 voir TR/88-84

EEV, 1992, ch. 39, art. 49 et 50 en vigueur 15.06.93 voir TR/93-88 voir aussi art. 51

EEV, 2002, ch. 10, art. 179 en vigueur à la sanction 30.04.2002

Emploi dans la fonction publique, Loi sur l' — 2003, ch. 22, art. 12 et 13

(Public Service Employment Act)

Le président du Conseil du Trésor; le ministre du Patrimoine canadien pour l'application de l'article 23 voir TR/2005-124 et pour l'application de l'article 110 voir TR/2005-125; le président du Conseil du Trésor pour l'application de l'article 136 voir TR/2009-63

art. 2, 2003, ch. 22, art. 271; 2005, ch. 16, art. 17; 2013, ch. 40, art. 403

art. 14, 2017, ch. 9, sous-al.55(1)p)(i)

art. 22, 2006, ch. 9, art. 100; 2013, ch. 18, art. 59; 2015, ch. 5, art. 2

art. 27, 2017, ch. 9, sous-al.55(1)p)(ii)

art. 28, abrogé, 2012, ch. 19, art. 222

art. 35, 2013, ch. 40, art. 342 et 404; 2014, ch. 20, art. 473

art. 35.1, ajouté, 2005, ch. 21, art. 115; 2013, ch. 40, art. 343; 2015, ch. 5, art. 3

art. 35.11, ajouté, 2015, ch. 5, art. 4

art. 35.2, ajouté, 2006, ch. 9, art. 101; 2013, ch. 40, art. 344

art. 35.3, ajouté, 2006, ch. 9, art. 101; 2013, ch. 40, art. 345; 2015, ch. 36, art. 151; 2017, ch. 20, art. 186

art. 38, 2006, ch. 9, art. 102; 2013, ch. 40, al. 414a); 2015, ch. 5, art. 5

art. 39, 2015, ch. 5, art. 6

art. 39.1, ajouté, 2015, ch. 5, art. 7

art. 41, 2006, ch. 9, art. 103

art. 41.1, ajouté, 2008, ch. 15, art. 6

art. 43, 2015, ch. 5, art. 8

art. 50.1, ajouté, 2007, ch. 21, art. 40

art. 50.2, ajouté, 2013, ch. 18, art. 60

art. 53, 2006, ch. 9, art. 104; 2015, ch. 5, art. 9

art. 58, 2013, ch. 40, art. 346

art. 59, 2013, ch. 40, art. 347

art. 64, 2013, ch. 40, art. 348

art. 65, 2013, ch. 40, art. 349 et al. 414b)

art. 74 à 76, 2013, ch. 40, al. 414c)

art. 76.1, ajouté, 2013, ch. 40, art. 350

art. 77, 2013, ch. 40, art. 351 et al. 414d); 2014, ch. 39, art. 383

art. 78, 2013, ch. 40, art. 351 et al. 414d); 2014, ch. 39, art. 383

art. 79, 2013, ch. 40, art. 351 et al. 414d)

art. 80, 2013, ch. 40, art. 352(A) et al. 414d)

art. 81, 2013, ch. 40, art. 353 et al. 414d)

art. 82, abrogé, 2013, ch. 40, art. 353 et al. 414d)

art. 83, 2013, ch. 40, art. 354 et al. 414d); 2014, ch. 39, art. 384

art. 84, 2013, ch. 40, art. 355 et al. 414d)

art. 85, 2013, ch. 40, al. 414d)

art. 87, 2006, ch. 9, art. 105; 2013, ch. 40, al. 414e); 2015, ch. 5, art. 10

Partie 6 (intertitre) 2017, ch. 9, al.57(1)c)

art. 88, 2013, ch. 40, art. 356 et 405; 2017, ch. 9, al.57(1)a)

art. 89, 2013, ch. 40, art. 405

art. 90 à 96, abrogés, 2013, ch. 40, art. 405

E

Emploi dans la fonction publique, Loi sur l' — 2003, ch. 22, art. 12 et 13 (suite)

art. 97, 2013, ch. 40, al. 414f)
 art. 98, abrogé, 2013, ch. 40, art. 407
 art. 99, 2013, ch. 40, art. 357, abrogé, art. 407
 art. 100, abrogé, 2013, ch. 40, art. 407
 art. 101, 2013, ch. 40, art. 358, abrogé, art. 407
 art. 102, abrogé, 2013, ch. 40, art. 407
 art. 103, 2013, ch. 40, art. 407; 2017, ch. 9, al.56(1)c)
 art. 103.1, ajouté, 2013, ch. 40, art. 407
 art. 104, 2013, ch. 40, art. 407
 art. 105, 2013, ch. 40, art. 408
 art. 106 à 108, abrogés, 2013, ch. 40, art. 409
 art. 109, 2013, ch. 40, art. 359, 411 et al. 414g)
 art. 110, abrogé, 2013, ch. 40, art. 412
 art. 111, 2003, ch. 22, art. 272; 2013, ch. 40, art. 413; 2014, ch. 2, art. 55, ch. 20, art. 474
 art. 127.1, ajouté, 2006, ch. 9, art. 106
 annexe, 2015, ch. 5, art. 11
 art. 1, 2015, ch. 5, art. 12
 dispositions de coordination, 2003, ch. 22, art. 271 et 272
 disposition de coordination, 2005, ch. 16, art. 17
 dispositions de coordination, 2013, ch. 40, par. 467(10) à (16) et l'art. 468
 disposition de coordination, 2015, ch. 5, art. 14
 disposition générale, 2013, ch. 18, art. 86 (publication dans la *Gazette du Canada*)
 dispositions générales, 2013, ch. 40, art. 406 et 410 et al. 414c) et d)
 dispositions transitoires, 2003, ch. 22, art. 68 à 84
 disposition transitoire, 2005, ch. 38, art. 16 édicté par al. 144(8)a)(A) et 19
 disposition transitoire, 2006, ch. 9, art. 107
 dispositions transitoires, 2013, ch. 40, art. 360 (version antérieure aux art. 348 à 357 continue de s'appliquer à toute plainte) et 415 à 424
 disposition transitoire, 2015, ch. 5, art. 13
 terminologie, 2017, ch. 9, al.55(1)p), 56(1)c) et 57(1)c)
 EEV, 2003, ch. 22, art. 12 (art. 1 à 136 édictés par art. 12) et 13 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122;
 — art. 271 et 272 en vigueur à la sanction 07.11.2003;
 — les définitions de « ancienne Commission », « ancienne loi », « loi modifiée » et « nouvelle Commission », à l'art. 68 et art. 77 à 83 en vigueur 20.11.2003 voir TR/2003-178;
 — la définition de « nouvelle loi » à l'art. 68 et art. 69 à 76 en vigueur 31.12.2005 voir TR/2005-122;
 — art. 84 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2013 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada*, Partie I, Vol. 148, n° 9, p. 542.
 EEV, 2005, ch. 16, art. 17 en vigueur à la sanction 21.04.2005
 EEV, 2005, ch. 21, art. 115 en vigueur 01.04.2006 voir TR/2006-54
 EEV, 2005, ch. 38, art. 16 et 19 en vigueur 12.12.2005 voir TR/2005-119
 EEV, 2006, ch. 9, art. 100 à 107 en vigueur à la sanction 12.12.2006

EEV, 2007, ch. 21, art. 40 en vigueur à la sanction 22.06.2007
 EEV, 2008, ch. 15 (sanction : 17.04.2008), art. 6 en vigueur 18.04.2008 voir TR/2008-42
 EEV, 2012, ch. 19, art. 222 en vigueur à la sanction 29.06.2012
 EEV, 2013, ch. 18 (sanction : 19.06.2013), art. 59 et 60 en vigueur 28.11.2014 voir TR/2014-104; art. 86 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 87(1) – Non en vigueur.
 EEV, 2013, ch. 40, art. 360, 467 et 468 en vigueur à la sanction 12.12.2013;
 — art. 403 à 424 en vigueur 01.11.2014 voir TR/2014-84;
 — art. 342 à 359 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 364(2) – Non en vigueur.
 [Remarque : art. 351 et 354 modifiés avant leur entrée en vigueur voir 2014, ch. 39, art. 383 et 384.]
 EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 55 en vigueur 01.04.2014 voir TR/2014-34.
 EEV, 2014, ch. 20, art. 473 et 474 en vigueur à la sanction 19.06.2014.
 EEV, 2014, ch. 39, art. 383 et 384 en vigueur à la sanction 16.12.2014.
 EEV, 2015, ch. 5, art. 14 en vigueur à la sanction 31.03.2015; art. 2 à 13 en vigueur 01.07.2015 voir TR/2015-54.
 EEV, 2015, ch. 36, art. 151 en vigueur à la sanction 23.06.2015.
 EEV, 2017, ch. 9, al. 55(1)p), 56(1)c) et 57(1)c) en vigueur à la sanction 19.06.2017
 EEV, 2017, ch. 20 (sanction : 22.06.2017), art. 186 en vigueur 21.09.2017 voir TR/2017-53.

Emploi et la croissance, Loi de 2012 sur l' — 2012, ch. 31

(*Jobs and Growth Act, 2012*)

Déposé par le ministre des Finances

art. 9, 2013, ch. 40, art. 120
 art. 57, abrogé, (réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé), 2013, ch. 34, al. 426(5)b)
 dispositions de coordination, 154, 155, 183, 184, 313, 314, 332 à 334, 349, 462 et 474
 dispositions transitoires, 177, 230, 231, 257 à 260, 286 à 289, 405 à 409, 452 à 460 et 501
 EEV, 2012, ch. 31,
 — par. 2(2) à (6), 3 à 6, 7(2), (3), (5) à (7) et (9) à (14), 8(3), 9(1), (2) et (6) à (15), 10(2), 11(2), 12(4), 13(3), 14, 15(2), 16(3), 17, 18, 19(2), 20(2), 21, 22(1), (3) et (4), 23(2), 24(2), 25(3), 26, 27(1), (2), (4) à (9), (11) à (17), (19), (24), (25), (29) et (31) à (38), 28(3), 29(2), 30(1), (3) et (4), 31(2), 32(8), 33(1) et (5), 34(3), 35(1), (6), (9), (12) à (14), 36(2), 37(2), 38(2), 39(2), 40, 41(4), 42(2), 43(10), 44, 45, 46, 47(2), 48(3), 49, 50, 51, 52, 53(3), 54, 55(6), 56(2) et 57(2) (Remarque : art. 57 réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé voir al. 426(5)b)) en vigueur à la

E

Emploi et la croissance, Loi de 2012 sur l' — 2012, ch. 31 (suite)

- sanction 14.12.2012; par. 74(3) et (4), 75(2), 76(1), (2) et (4) à (9), 77(2), 78(1), (3) et (4), 79(1) à (3), (5) et (6), 80, 81(2), 82(6), 83(2), 84(3), 85 à 87, 88(2), 89(2), 90, 91, 92(2) et 93 à 95, 97 à 159, 161, 166, 167, 175, 177, 179 à 194, 197 à 204, 210 à 218, 265, 267, 285, 298, 307 à 315, 349, 390 à 409, 411 à 413, 425 à 432, 436(3), 444, par. 445(1), art. 446, 448 450, 451, 462, 515 et 516 en vigueur à la sanction 14.12.2012;
- par. 2(1), 7(1) et (8), 8(1) et (2), 11(1), 12(1) à (3), 13(1) et (2), 15(1), 23(1), 24(1), 25(1) et (2), 29(1), 31(1), 32(1) à (7), 34(1) et (2), 36(1), 37(1), 38(1), 39(1), 41(1) à (3), 42(1), 43(1) à (9), 47(1), 48(1) et (2), 53(1) et (2), définition de « régime de pension agréé » au par. 248(1), édictée par par. 55(1), et par. 55(2) à (5), 56(1) et 57(1) (*Remarque* : art. 57 réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé *voir* al. 426(5b)) en vigueur 14.12.2012 *voir* TR/2012-102 et *respectivement* par. 2(4), 7(9), 8(3), 11(2), 12(4), 13(3), 15(2), 23(2), 24(2), 25(3), 29(2), 31(2), 32(8), 34(3), 36(2), 37(2), 38(2), 39(2), 41(4), 42(2), 43(10), 47(2), 48(3), 53(3), 55(6), 56(2) et 57(2);
 - par. 7(4), 10(1), 16(1) et (2), 19(1), 20(1), 22(2), 27(3), (18), (20) à (22) et (30), 30(2), par. 146.4(4.3), tel qu'édicté par par. 35(11), est réputé être entré en vigueur 29.03.2012; *toutefois*, avant 2014, est réputé avoir un libellé différent, *voir respectivement* par. 7(12), 10(2); 16(3), 19(2), 20(2), 22(4), 27(33), 30(4) et 35(14);
 - par. 9(3) et (4), 33(2) à (4), 35(2) à (5), (7), (8), (10) et par. 146.4(4.1) et (4.2) édicté par le par. 35(11) en vigueur 01.01.2014 *voir* par. 9(15), 33(5) et 35(13);
 - par. 9(5) abrogé avant son entrée en vigueur (réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé) *voir* 2013, ch. 40, art. 120;
 - par. 27(10), (23) et (26) à (28), 28(1) et (2) en vigueur 01.02.2017 *voir respectivement* par. 27(37) et 28(3);
 - par. 74(1) en vigueur 01.07.2009 *voir* par. 74(3);
 - par. 74(2), 75(1), 77(1), 78(2), 81(1) et 88(1) en vigueur 23.09.2009 *voir respectivement* par. 74(4), 75(2), 77(2), 78(4), 81(2) et 88(2);
 - par. 76(3), 79(4), 82(1) à (5), 83(1), 84(1) et (2), 89(1) et 92(1) en vigueur 01.07.2010 *voir respectivement* par. 76(8), 79(6), 82(6), 83(2), 84(3), 89(2) et 92(2);
 - art. 160 et 162 réputés être entrés en vigueur 01.07.2007 *voir* par. 165(1);
 - par. 163(3) réputé être entré en vigueur 31.03.2004 *voir* par. 165(2);
 - par. 163(1) et (2) et art. 164 réputé être entré en vigueur 01.01.1999 *voir* par. 165(3);
 - art. 173 et 174 en vigueur 25.11.2013 *voir* TR/2013-116 et art. 178;
 - art. 195 et 196 en vigueur 09.10.2014 *voir* TR/2014-81;
 - Section 8 de la partie 4 (art. 206 à 209) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-15;
 - Section 11 de la partie 4 (art. 233 à 263) en vigueur 30.10.2013 *voir* TR/2013-117;
 - art. 264 et 266 en vigueur 06.05.2015 *voir* TR/2015-31;
 - Section 13 de la partie 4 (art. 269 à 284 et 286 à 295) en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-39;

- Section 14 de la partie 4 (art. 299 à 305) en vigueur 07.06.2013 *voir* TR/2013-66;
 - art. 316 à 337 et 340 à 348 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-33;
 - art. 351 à 360 et 365 à 389 en vigueur 01.08.2013 *voir* TR/2013-60;
 - art. 414 à 423 en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-26;
 - par. 433(1) et (3), 434(1), 435(1), (2), (4), (6) et (8), 436(1), (4), (5) et (7), 437(1), (3) et (5), 438(1), 439(1), 440(1) et (3), 441(1), 442(1), 443(1), 445(2), art. 447 et 452 à 460 et par. 461(1) en vigueur 07.03.2013 *voir* TR/2013-24;
 - par. 433(2) et (4), 434(2), 435(3), (5), (7) et (9), 436(2), (6) et (8), 437(2), (4) et (6), 438(2), 439(2), et (3), 440(2) et (4), 441(2), 442(2), 443(2), 448, 449, 461(2) et 463(2) à (4) abrogés avant leur entrée en vigueur *voir respectivement* 2013, ch. 40, art. 143 à 156. *Voir aussi* par. 463(4) avant l'abrogation [*Remarque* : 2012, ch. 19, par. 609(2) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, par. 139(1)];
 - art. 464 à 466, par. 467(1) à (3), 469 à 513 en vigueur 01.01.2013 *voir* par. 514(1);
 - art. 219 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 232(1) – Non en vigueur;
 - art. 220 à 222 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 232(2) – Non en vigueur;
 - art. 223, 224, 229 et 230 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 232(3) – Non en vigueur;
 - art. 225 à 228 et 231 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 232(4) – Non en vigueur;
 - art. 233 à 262 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 263 – Non en vigueur;
 - art. 361 à 364 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 410 – Non en vigueur;
 - par. 467(4) et art. 468 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 514(2) – Non en vigueur
- Voir aussi* les différentes dispositions d'application.
EEV, 2013, ch. 34, art. 426 en vigueur à la sanction 26.06.2013.
EEV, 2013, ch. 40, art. 120 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Emploi et la croissance économique, Loi sur l' — 2010, ch. 12

(*Jobs and Economic Growth Act*)

- art. 58**, 2012, ch. 31, art. 93
art. 64, 2012, ch. 31, art. 94
art. 75, 2012, ch. 31, art. 95
art. 1679, 2011, ch. 24, art. 177
art. 1680, 2011, ch. 24, art. 178
art. 2073, 2012, ch. 31, art. 153
art. 2147, 2014, ch. 39, art. 378
art. 2148, 2014, ch. 39, art. 379
art. 2148.1, ajouté, 2014, ch. 39, art. 380
dispositions de coordination, 2010, ch. 12, art. 95 et 2135

E

Emploi et la croissance économique, Loi sur l' — 2010, ch. 12 (suite)

dispositions générales, 2010, ch. 12, art. 54 (application), 2137 à 2146 (Énergie atomique du Canada Limitée) et 2180 to 2183 (paiements à certaines entités)

dispositions transitoires, 2010, ch. 12, art. 1778, 1826, 2162, 2163, 2178 et 2195 à 2200

EEV, 2010, ch. 12, art. 2 à 22, 26 à 28, 30, 31, 38 à 54, par. 55(5) et (6), 56(2), art. 57 à 59, 61 à 63, par. 64(2) à (7), art. 65, 66, par. 67(2) et (4), 68(2), 69(2), art. 70, par. 71(2), art. 72, 73, par. 74(2), art. 75 à 89, 95, 96, 103, 1646 à 1649, 1653, 1655, 1657, 1659, 1661, 1664, 1667, 1670, 1683, 1686, 1692, 1694, 1696, 1699, 1711, 1716, 1722, 1724, 1728, 1730, 1732, 1737, 1739, 1742, 1745, 1754, 1756, 1758, 1760, 1762, 1764, 1766, 1768, 1773, 1775, 1783, 1785, 1788, 1789, 1792 à 1794, 1796, 1798, 1799, 1801, 1803, 1810, 1811, par. 1813(2), art. 1814, par. 1816(1) et (3), art. 1819, par. 1820(2) à (5), (7), (8) et (10), art. 1821, 1824, 1825, 1827 à 1833, art. 1 à 5 et 8 de la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement* édictés par l'art. 1834, 1835 à 1861, 1884 à 1888, 1891 à 1893, 2136, 2148 à 2163, 2178 à 2184, 2189, 2195 à 2201 et 2204 à 2208 en vigueur à la sanction 12.07.2010;

— par. 37(1) et art. 98 réputés entrés en vigueur 01.07.2010 *voir respectivement* par. 37(2) et 103(2);

— par. 55(1) à (4) et 67(1) réputés en vigueur 17.12.90 *voir respectivement* par. 55(5) et 67(3);

— par. 56(1) et 60(1) réputés en vigueur 01.04.2007 *voir respectivement* par. 56(2) et 60(2);

— par. 64(1) abrogé et réputé n'être jamais entré en vigueur *voir* al. 95(4)a);

— par. 68(1), 69(1) et 71(1) réputés en vigueur 23.09.09 *voir respectivement* par. 68(2), 69(2) et 71(2);

— par. 74(1) réputé en vigueur 01.01.2010 *voir* par. 74(2);

— al. 95(4)e) réputé avoir produit ses effets 01.07.2010 *voir* al. 95(4)f);

— art. 99 à 102 en vigueur 01.09.2010 *voir* TR/2010-55;

— art. 104 à 1644 réputés entrés en vigueur 05.03.2010 *voir* art. 1645;

— art. 1650 à 1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1663, 1665, 1666, 1668, 1669, 1671 à 1682, 1684, 1685, 1687 à 1691, 1693, 1695, 1697, 1698, 1700 à 1710, 1712 à 1715, 1717 à 1721, 1723, 1725 à 1727, 1729, 1731, 1733 à 1736, 1738, 1740, 1741, 1743, 1744, 1746 à 1753, 1755, 1757, 1759, 1761, 1763, , 1767, 1769 à 1772 et 1774 en vigueur 16.03.2012 *voir* TR/2012-14;

— art. 1765 en vigueur 15.06.2012 *voir* TR/2012-14;

— 1776 à 1782 et 1784 en vigueur 27.08.2010 *voir* TR/2010-72;

— art. 1786, 1790, par. 1791(1) à (4), art. 1795, 1812, par. 1815(2) et (3), 1816(4) à (7), art. 1817, par. 1820(1), (9) et (11) en vigueur 01.04.2011 *voir* TR/2011-21;

— art. 1787, par. 1791(5), art. 1800, 1802, 1805 à 1809, par. 1813(1), 1815(1), art. 1818, 1822 et 1823 en vigueur 01.07.2011 *voir* TR/2011-21;

— art. 1797 et par. 1820(12) en vigueur 31.10.2010 *voir* TR/2010-82;

— art. 1804 et par. 1820(6) en vigueur 01.04.2015 *voir* TR/2015-19;

— par. 1816(2) et art. 1826 abrogés avant leur entrée en vigueur *voir* 2010, ch. 25, par. 198(3);

— par. 1820(12) en vigueur 31.10.2010 *voir* TR/2010-82;

— art. 1862 à 1873 et 1876 à 1883 en vigueur 18.06.2014 *voir* art. 1884 tel que modifié par 2014, ch. 20, art. 297;

— art. 1874 et 1875 en vigueur 14.02.2011 *voir* TR/2011-13;

— art. 1889 et 1890 en vigueur 01.11.2010 *voir* TR/2010-80 et art. 1893;

— art. 1894 à 2135 en vigueur 19.12.2012 *voir* TR/2012-99;

— par. 2018(3) abrogé avant son entrée en vigueur *voir* par. 2135(2);

— art. 2137 à 2147 en vigueur 25.03.2011 *voir* TR/2011-25

— art. 2185 à 2187 et 2190 à 2194 réputés entrés en vigueur 01.01.2009 *voir* par. 2208(1);

— art. 2188 en vigueur 23.09.2010 *voir* TR/2010-74 et par. 2208(2) *mais voir aussi l'erratum, Gazette du Canada*, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.;

— art. 6 et 7 de la *Loi sur les réseaux de cartes de paiement* édictés par l'art. 1834, entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* 1850 – Non en vigueur;

— art. 2172 à 2177 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 2179 – Non en vigueur.

Voir aussi les différentes dispositions d'application.

EEV, 2011, ch. 24, Partie 16 (art. 177 et 178) en vigueur à la sanction 15.12.2011

EEV, 2012, ch. 31, art. 93 à 95 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2012

EEV, 2014, ch. 20, art. 297 en vigueur à la sanction 19.06.2014.

EEV, 2014, ch. 39, art. 379 en vigueur à la sanction 16.12.2014;

— par. 378(1) réputé en vigueur 30.05.2014 *voir* par. 381(1);

— par. 378(2) et art. 380 en vigueur 13.09.2015 *voir* l'avis publié dans la *Gazette du Canada, Partie I*, n° 39, 26.09.2015, p. 2323, (date à laquelle Énergie atomique du Canada limitée a disposé, par vente, en vertu de l'al. 2141(1)) de la *Loi sur l'emploi et la croissance économique* (2010, ch. 12), de tous ses titres de la société Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée.

**Emploi, la croissance et la prospérité
économique durable, Loi sur l'
— 2012, ch. 19**

(Jobs, Growth and Long-term Prosperity Act)

Déposé par le ministre des Finances

art. 133, 2012, ch. 31, art. 175
art. 136, 2012, ch. 31, art. 176
art. 209.1, ajouté, 2016, ch. 7, art. 233
art. 211, 2016, ch. 7, art. 234
art. 211.1, ajouté, 2016, ch. 7, art. 235
art. 213, abrogé, 2016, ch. 7, art. 236
art. 309, abrogé, 2017, ch. 26, art. 54
art. 495, 2013, ch. 33, al. 195(1)c)

E

Emploi, la croissance et la prospérité économique durable, Loi sur l' — 2012, ch. 19 (suite)

- art. 610**, 2012, ch. 31, art. 450
art. 619, 2012, ch. 31, art. 451
dispositions de coordination, 2012, ch. 19, art. 64, 65, 313, 348, 349, 366, 475, 529, 601 et 710
dispositions générales,
abrogation de lois, 2012, ch. 19, art. 66, 441, 504, 593, 685 et 699 ;
interprétation, 2012, ch. 19, art. 491 ;
liquidation, 2012, ch. 19, art. 492 à 495 ;
PPP Canada Inc., 2012, ch. 19, art. 209 à 213, art. 209.1 ajouté par 2016, ch. 7, art. 235
règlements connexes, 18 et 47 à 51
dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 100 à 109, 193 à 204, 209 à 213, 251 à 270, 365, 417, 425, 438, 439, 496 à 500, 528, 564 à 570, 579 à 585, 616, 667 à 673 et 741 à 745
disposition transitoire, 2012, ch. 31, art. 177 (*Loi sur les pêches*)
EEV, 2012, ch. 19 (sanction : 29.06.2012), 2 à 6, par. 7(1), (3) à (5) et (7), art. 8 à 11, par. 12(1), art. 13, 14, par. 15(2) à (8), art. 16, 17, 19, 21 à 24, 26, 27, par. 28(3) à (5), art. 29 à 46, 120, 123 à 128, par. 133(2), art. 134, par. 139(1), 142(1), art. 143, par. 144(1), 145(1), art. 146, par. 147(6) et (8), 149(1), (3) et (4), art. 150, 151, 154, 155, par. 159(1) et (3), 160(2), 161(1) et (4), art. 163 à 213, 217, 218 à 224, 226, par. 230(2) et (3), art. 233, 234, par. 237(2), art. 238, 239, 245, 250 à 270, par. 272(2), art. 273 à 275, 277, 278, 280, 303, 313, 315 à 346, 348 à 351, 353, 355, 356, à l'exception de l'al. 21.52(1)b), art. 357 à 360, 365, 366, 375, 376, 378 à 411, 417, 427 à 431, 445, 447, 452, 461, 464, 465 468 à 475, 479 à 483, 490 à 495, 516 à 525, 529, 531, 577, 578, 595 à 603, 606, par. 608(1), 609(1), (3) à (5) et (7), 610(1), 611(1), art. 612 à 618 et 626 à 655, 681, 699 à 712, par. 713(1), art. 714, 717 à 720, 724, 725, 727 à 740 et 752 en vigueur à la sanction 29.06.2012 ;
— par. 7(2) et (6), 12(2) et (3) en vigueur 01.01.2013 *voir respectivement* par. 7(7) et 12(4) ;
— par. 15(1) réputé être entré en vigueur 29.03.2012 *voir* par. 15(5) ;
— par. 20(1) en vigueur 01.04.2013 *voir* par. 20(2) ;
— par. 25(1), 28(1) et (2) réputé être entré en vigueur 01.06.2012 *voir respectivement* par. 25(2) et 28(4) ;
— art. 52 à 63 et 66 en vigueur 06.07.2012 *voir* TR/2012-56 ;
— art. 68 à 85, 89, 90, 92 à 97, 99 à 114 en vigueur 06.07.2012 *voir* TR/2012-57 ;
— art. 86 à 88, 91, 98, 116 à 119, 122, 129 et 130 en vigueur 03.07.2013 *voir* TR/2013-69 ;
— art. 132, par. 133(1), (3) et (4), 135 à 138, par. 139(2), art. 140, 141, par. 142(2) à (4), 144(2) à (6), 145(2) à (4), et 147(1) à (5), (7), (9) et (10), art. 148, par. 149(2) et (5), art. 152 et 153 en vigueur 25.11.2013 *voir* TR/2013-116 ;
— art. 157, 158, par. 159(2) et (4), 160(1), (3) et (4) et 161(2) et (3) en vigueur 24.09.2014 *voir* TR/2014-6 ;
— Section 4 de la partie 4 (art. 214 à 216) en vigueur le 08.03.2013 *voir* TR/2013-25 ;
— art. 225, 227 à 229, par. 230(1), art. 231, 232 235, 236, par. 237(1), art. 240 à 244, 246 à 249 et 279 en vigueur 01.04.2013 *voir* par. 281(1) ;
— art. 271 et 276 en vigueur 01.04.2014 *voir* par. 281(2) ;
— par. 272(1) et (3) en vigueur 01.05.2014 *voir* par. 281(3) ;
— Section 7 de la partie 4 (art. 282 à 302) en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17 ;
— art. 304 à 308 et 310 à 312 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17 ;
— art. 309 abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2017, ch. 26, art. 54
— art. 347 en vigueur à la sanction *mais* réputé ne pas être entré en vigueur et est abrogé *voir* par. 349(2) ;
— art. 352 et 354 en vigueur 01.01.2013 *voir* par. 367(1) ;
— al. 21.52(1)b) de la *Loi nationale sur l'habitation*, édicté par l'art. 356, en vigueur 31.05.2013 *voir* TR/2013-61 ;
— art. 361 à 364 en vigueur 01.07.2013 *voir* TR/2013-61 ;
— Section 12 (art. 368 à 374) en vigueur 20.08.2012 *voir* TR/2013-66 ;
— Section 14 (art. 377) en vigueur 06.06.2013 *voir* TR/2012-68 ;
— art. 412, par. 414(2), art. 415 et 416 en vigueur 25.10.2012 *voir* TR/2012-84 ;
— art. 413 et par. 414(1) en vigueur 19.06.2013 *voir* TR/2013-65 ;
— art. 418 en vigueur 19.12.2013 *voir* TR/2013-65 ;
— art. 420 à 426 (section 20 de la partie 4) en vigueur 13.06.2014 *voir* TR/2014-53 ;
— art. 434 à 439 en vigueur 01.07.2014 *voir* TR/2013-49 ;
— art. 441 à 443 en vigueur 01.01.2014 *voir* TR/2013-121 ;
— art. 446, 448 et 451 en vigueur 01.07.2013 *voir* par. 467(2) ;
— art. 449, 450 et 453 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-18 ;
— art. 454 à 458 en vigueur 27.11.2017 *voir* TR/2017-67 ;
— art. 466 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-31 ;
— art. 484 et 485 en vigueur 01.04.2013 *voir* art. 486 ;
— art. 487 et 488 en vigueur 01.02.2014 *voir* art. 489 ;
— art. 496 à 504 en vigueur 27.07.2012 *voir* TR/2012-61 ;
— art. 506 à 514 en vigueur 01.01.2013 *voir* art. 515 ;
— art. 526 à 528 en vigueur 01.12.2012 *voir* TR/2012-88 ;
— Section 39 de la partie 4 (art. 532 à 577) en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-37 ;
— art. 579 à 593 en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-36 ;
— art. 604, par. 608(2) et (3) en vigueur 07.04.2013 *voir* par. 619(1) ;
— art. 605 et 607 en vigueur 06.01.2013 *voir* TR/2012-98 ;
— par. 609(2) et (6), 610(2), 611(2) et par. 619(3), tel que modifié par 2012, ch. 31, art. 451, abrogés avant leur entrée en vigueur *voir* 2013, ch. 40, par. 139(1) et (2) et art. 140 à 142 ;
— art. 620 et 621 réputé être entré en vigueur 30.03.2012 *voir* par. 625(1) ;
— art. 622 à 624 réputé être entré en vigueur 01.06.2012 *voir* par. 625(2) ;
— Section 49 de la partie 4 (art. 656 à 681) en vigueur 01.04.2013 *voir* TR/2013-38 ;

E

Emploi, la croissance et la prospérité économique durable, Loi sur l' — 2012, ch. 19 (suite)

- art. 682 et 683 (Section 50) abrogés avant leur entrée en vigueur 01.04.2018 *voir* 2017, ch. 20, art. 297;
- art. 685 et 687 à 695 en vigueur 01.03.2013 *voir* TR/2013-17;
- art. 686 en vigueur 27.07.2012 *voir* TR/2012-61;
- art. 697 réputé être entré en vigueur 15.12.2011 *voir* art. 698;
- art. 432 et 433 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 440(1) – Non en vigueur;
- art. 459, 460, 462 et 463 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 467(1) – Non en vigueur;
- art. 476 et 477 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 478 – Non en vigueur;
- par. 713(2), art. 721 à 723, 726 et 741 à 751 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 753(2) – Non en vigueur;
- art. 715 et 716, ou telle des dispositions édictées par l'art. 716, entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 753(1) – Non en vigueur;
- art. 746 à 749 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 753(2) – Non en vigueur.

Voir aussi les différentes dispositions d'application.

- EEV, 2012, ch. 31, art. 175 à 177 en vigueur à la sanction 14.12.2012.
- EEV, 2013, ch. 33, art. 195 en vigueur à la sanction 26.06.2013.
- EEV, 2016, ch. 7, art. 233 à 236 en vigueur à la sanction 22.06.2016.
- EEV, 2017, ch. 20, art. 297 en vigueur 01.04.2018 *voir* art. 299.
- EEV, 2017, ch. 26, art. 54 en vigueur à la sanction 12.12.2017

Emprunt

(Loan)

1936, ch. 41

Emprunts, Loi autorisant certains

— 2017, ch. 20, art. 103

(Borrowing Authority Act)

Le ministre des Finances (art. 2)

- EEV, 2017, ch. 20, art. 103 (art. 1 à 8), la Loi et son annexe en vigueur 23.11.2017 *voir* TR/2017-73 et 2017, ch. 20, art. 107.

Énergie nucléaire, Loi sur l'

— L.R. (1985), ch. A-16

[Ancienne appellation : Contrôle de l'énergie atomique, Loi sur le]

(Nuclear Energy Act)

Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2))

Titre intégral, 1997, ch. 9, art. 87

Préambule, abrogé, 1997, ch. 9, art. 88

art. 1, 1997, ch. 9, art. 89

art. 2, 1997, ch. 9, art. 90

art. 3 à 8, abrogés, 1997, ch. 9, art. 91

art. 9, 1993, ch. 34, art. 4(F); abrogé, 1997, ch. 9, art. 91

art. 10, 1994, ch. 43, art. 81; 1997, ch. 9, art. 92 et al. 99a); 2002, ch. 7, art. 221; 2017, ch. 6, art. 121

art. 11, 1997, ch. 9, art. 93; 2010, ch. 12, art. 2147

art. 12 et 13, abrogés, 1997, ch. 9, art. 94

art. 14, 1994, ch. 43, art. 82, 1997, ch. 9, art. 94

art. 15, 1997, ch. 9, art. 94

art. 16 et 17, abrogés, 1997, ch. 9, art. 94

art. 18, 1997, ch. 9, art. 95 et al. 99 b)

art. 19, 1997, ch. 9, art. 96

art. 20 et 21, abrogés, 1997, ch. 9, art. 97

annexe I, abrogée, 1997, ch. 9, art. 98

dispositions générales, 2010, ch. 10, art. 2137 à 2146 (Énergie atomique du Canada Limitée, réorganisation et dessaisissement et disposition d'application)

dispositions transitoires, 1997, ch. 9, art. 73 à 82

EEV, 1993, ch. 34, art. 4(F) en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1994, ch. 43, art. 81 et 82 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19

EEV, 1997, ch. 9, art. 73 à 82 et 87 à 99 en vigueur 31.05.2000 *voir* TR/2000-42

EEV, 2002, ch. 7, art. 221 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3) – Non en vigueur

EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 2137 à 2147 en vigueur 25.03.2011 *voir* TR/2011-25 [Remarque : art. 2147 et 2148 (disposition d'EEV) modifiés par 2014, ch. 39, art. 378 et 379]

EEV, 2014, ch. 39, art. 379 en vigueur à la sanction 16.12.2014;

— par. 378(1) réputé en vigueur 30.05.2014 *voir* par. 381(1);

— par. 378(2) entre en vigueur à la date où Énergie atomique du Canada limitée dispose, notamment par vente, en vertu de l'al. 2141(1)f) de la *Loi sur l'emploi et la croissance économique* (2010, ch. 12), des titres de la société Laboratoires Nucléaires Canadiens Ltée, constituée le 30.05.2014 sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Le ministre fait publier un avis de cette date dans la *Gazette du Canada* dans les plus brefs délais suivant la date de cette disposition *voir* 2014, ch. 39, par. 381(2) – Non en vigueur.

EEV, 2017, ch. 6 (sanction : 16.05.2017), art. 121 en vigueur 21.09.2017 *voir* TR/2017-47.

E

Engrais, Loi sur les — L.R. (1985), ch. F-10
(*Fertilizers Act*)

Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

Titre intégral, 2015, ch. 2, art. 62
art. 2, 1994, ch. 38, al. 25(1*q*); 1995, ch. 40, art. 50; 1997, ch. 6, art. 48; 2012, ch. 24, art. 88; 2015, ch. 2, art. 63
art. 3, 2015, ch. 2, art. 64
art. 3.1 à 3.4, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 65
art. 5, 1993, ch. 44, art. 155; 1994, ch. 47, art. 115; 2002, ch. 28, art. 84; 2015, ch. 2, art. 66
art. 5.1 à 5.7, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 67
art. 6, 1997, ch. 6, art. 49; 2005, ch. 38, art. 113
art. 7, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 9; 2015, ch. 2, art. 68
art. 9, 1995, ch. 40, art. 51; 2015, ch. 2, art. 69
art. 9.1 à 9.4, ajoutés, 2015, ch. 2, art. 70
art. 10, 1995, ch. 40, art. 52; 2015, ch. 2, art. 71
art. 10.1, ajouté, 1997, ch. 6, art. 50; 2015, ch. 2, art. 72
art. 11, 2015, ch. 2, art. 72
art. 11.1, ajouté, 2015, ch. 2, art. 72
art. 12, 1995, ch. 40, art. 53
art. 13, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203
disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)
EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211
EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 9 en vigueur 15.10.85 *voir* TR/85-188
EEV, 1993, ch. 44, art. 155 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1
EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9
EEV, 1994, ch. 47, art. 115 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/96-1
EEV, 1995, ch. 40, art. 50 à 53 en vigueur 30.07.97 *voir* TR/97-89
EEV, 1997, ch. 6, art. 48 à 50 en vigueur 01.04.97 *voir* TR/97-37
EEV, 2002, ch. 28, art. 84 en vigueur 28.06.2006 *voir* TR/2006-93
EEV, 2005, ch. 38, art. 113 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
EEV, 2012, ch. 24 (sanction : 22.11.2012), art. 88 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 111 – Non en vigueur
EEV, 2015, ch. 2 (sanction : 25.02.2015), art. 62 à 72 en vigueur 27.02.2015 *voir* TR/2015-17.

Enquêtes, Loi sur les — L.R. (1985), ch. I-11
(*Inquiries Act*)

Le premier ministre

art. 6, 2003, ch. 22, art. 174
art. 10, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203
EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 04.12.85 *voir* TR/85-211

EEV, 2003, ch. 22, art. 174 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

Enquêtes sur les coalitions, Loi relative aux
voir* Concurrence, Loi sur la*Enregistrement de renseignements sur les**
délinquants sexuels, Loi sur l'
— 2004, ch. 10*(Sex Offender Information Registration Act)*

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

art. 2, 2010, ch. 17, art. 28
art. 3, 2007, ch. 5, art. 32; 2010, ch. 17, art. 29; 2015, ch. 23, art. 21
art. 4, 2007, ch. 5, art. 33; 2010, ch. 17, art. 30
art. 4.1, 2007, ch. 5, art. 34; 2010, ch. 17, art. 31; 2015, ch. 23, art. 22
art. 4.2, 2007, ch. 5, art. 35; 2010, ch. 17, art. 32
art. 4.3, 2007, ch. 5, art. 36; 2010, ch. 17, art. 33
art. 5, 2007, ch. 5, art. 37; 2010, ch. 17, art. 34; 2015, ch. 23, art. 23
art. 5.1, ajouté; 2010, ch. 17, art. 35
art. 6, 2007, ch. 5, art. 38; 2010, ch. 17, art. 36; 2015, ch. 23, art. 26
art. 7.1, ajouté, 2007, ch. 5, art. 39; 2010, ch. 17, art. 37
art. 8, 2007, ch. 5, art. 40; 2010, ch. 17, art. 38
art. 8.1, ajouté, 2007, ch. 5, art. 41; 2010, ch. 17, art. 39; 2015, ch. 23, art. 27
art. 8.2, ajouté, 2007, ch. 5, art. 41; 2010, ch. 17, art. 40; 2013, ch. 24, al. 130*a*)(F)
art. 10, 2007, ch. 5, art. 42
art. 11, 2007, ch. 5, art. 43
art. 12, 2007, ch. 5, art. 44; 2013, ch. 24, al. 130*b*)(F)
art. 13, 2007, ch. 5, art. 45
art. 14, 2010, ch. 17, art. 41(A)
art. 15, 2007, ch. 5, art. 46; 2010, ch. 17, art. 42
art. 15.1, ajouté, 2010, ch. 17, art. 43
art. 15.2, ajouté, 2015, ch. 23, art. 27
art. 16, 2007, ch. 5, art. 47; 2010, ch. 17, art. 44; 2015, ch. 23, art. 28
art. 17, 2007, ch. 5, art. 48
art. 18, 2007, ch. 5, art. 49
disposition de coordination, 2007, ch. 5, art. 51
disposition générale, 2015, ch. 23, art. 26
EEV, 2004, ch. 10 en vigueur 15.12.2004 *voir* TR/2004-157
EEV, 2007, ch. 5, art. 51 en vigueur à la sanction 29.03.2007; art. 32 à 49 en vigueur 12.09.2008 *voir* TR/2008-93
EEV, 2010, ch. 17 (sanction : 15.12.2010), art. 28 à 44 en vigueur 15.04.2011 *voir* TR/2011-35
EEV, 2013, ch. 24 (sanction : 19.06.2013), art. 130 en vigueur 01.06.2014 *voir* TR/2014-49.

E

Enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels, Loi sur l' — 2004, ch. 10 (suite)

EEV, 2015, ch. 23 (sanction : 18.06.2015), art. 21 à 28 en vigueur 01.12.2016 *voir* TR/2016-62.

Enregistrement des lobbyistes, Loi sur l',
[Nouvelle appellation voir Lobbying, Loi sur
le]
(Lobbying Act)

Enregistrement des organismes de
bienfaisance (renseignements de sécurité),
Loi sur l' — 2001, ch. 41, art. 113
(Charities Registration (Security Information) Act)

Le ministre de la Sécurité publique et de la Protection
civile (2005, ch. 10, art. 34)

art. 3, 2001, ch. 41, art. 125 et 142; 2005, ch. 10, al. 34(1)c)
art. 4 à 10, 2001, ch. 41, art. 125
art. 13, 2001, ch. 41, art. 125
dispositions de coordination, 2001, ch. 41, art. 125 et 142
EEV, 2001, ch. 41, art. 125 et 142 en vigueur à la sanction
18.12.2001; art. 113 en vigueur 24.12.2001 *voir*
TR/2002-16
EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir*
TR/2005-29

Enrôlement à l'étranger, Loi sur l'
— L.R. (1985), ch. F-28
(Foreign Enlistment Act)

Le ministre de la Justice et procureur général du Canada

art. 2, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(1), ann. I, n^o 6; 1996,
ch. 31, art. 85
art. 7, 1995, ch. 5, al. 25(1)l)
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 211 en vigueur 10.11.86
voir TR/86-206
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
EEV, 1996, ch. 31, art. 85 en vigueur 31.01.97 *voir*
TR/97-21

Entraide juridique en matière criminelle, Loi
sur l' — L.R. (1985), ch. 30 (4^e suppl.)
(Mutual Legal Assistance in Criminal Matters Act)

Le ministre de la Justice

art. 2, 1992, ch. 51, art. 58; 1993, ch. 28, art. 78, ann. III,
art. 112, cette modification a été abrogée avant son entrée
en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n^o 24; 1998,
ch. 30, al. 14k); 1999, ch. 3, art. 80, ch. 18, art. 97; 2000,
ch. 24, art. 56; 2002, ch. 7, art. 209(A); 2014, ch. 31,
art. 36

art. 3, 1999, ch. 18, art. 98
art. 4 et 5, 1999, ch. 18, art. 99
art. 6, 1995, ch. 5, al. 25(1)v); 1999, ch. 18, art. 100
art. 7, 1999, ch. 18, art. 101
partie I, 1999, ch. 18, art. 101
art. 8, 1999, ch. 18, art. 101
art. 9, 1999, ch. 18, art. 102
art. 9.1 et 9.2, ajoutés, 2000, ch. 24, art. 57
art. 9.3 et 9.4, ajoutés, 2001, ch. 32, art. 65
art. 10, 2000, ch. 24, art. 58
art. 11, 1999, ch. 18, art. 103; 2000, ch. 24, art. 59
art. 12, 1999, ch. 18, art. 104; 2000, ch. 24, art. 60; 2014,
ch. 31, art. 37
art. 13.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 61; abrogé, 2014, ch. 31,
art. 38
art. 15, 1999, ch. 18, art. 105
art. 16, 1999, ch. 18, art. 106
art. 16.1 et 16.2, ajoutés, 2014, ch. 31, art. 39
art. 17, 1999, ch. 18, art. 107; 2000, ch. 24, art. 62
art. 18, 1999, ch. 18, par. 108; 2000, ch. 24, art. 63; 2001,
ch. 32, art. 66
art. 19, 1999, ch. 18, art. 109; 2000, ch. 24, art. 64
art. 20, 1999, ch. 18, art. 110; 2000, ch. 24, art. 65
art. 21, 1999, ch. 18, art. 111
art. 22, 1999, ch. 18, art. 112; 2000, ch. 24, art. 66
art. 22.01 à 22.05, ajoutés, 2014, ch. 31, art. 41
art. 22.1, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113; 2000, ch. 24, art. 67
art. 22.2, ajouté, 1999, ch. 18, art. 113; 2000, ch. 24, art. 68
art. 22.3 et 22.4, ajoutés, 1999, ch. 18, art. 113
art. 23, 1999, ch. 18, art. 114
art. 23.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 69
art. 24, 1999, ch. 18, art. 115
art. 25, 1999, ch. 18, art. 116
art. 26, 1992, ch. 20, al. 215(1)b) et 216(1)b)
art. 29, 2002, ch. 1, art. 195
art. 30, 1999, ch. 18, art. 117
art. 31, 1999, ch. 18, art. 118
art. 34, 1999, ch. 18, art. 119
art. 35, 1994, ch. 44, art. 95
partie II, 1999, ch. 18, art. 120
art. 36, 1994, ch. 44, art. 96; 1999, ch. 18, art. 120; 2014,
ch. 31, art. 44
art. 37, 1994, ch. 44, art. 97; 1999, ch. 18, art. 120
art. 39, 1999, ch. 18, art. 121
partie III, 1999, ch. 18, art. 122
art. 40, 1999, ch. 18, art. 123; 2001, ch. 27, art. 261
art. 41, 1999, ch. 18, art. 124
art. 42, 1999, ch. 18, art. 125
art. 43, 1999, ch. 18, art. 126
art. 44, 1999, ch. 18, art. 127; 2014, ch. 31, art. 45
annexe, DORS/90-704; DORS/93-446; DORS/98-382;
1999, ch. 18, art. 128; DORS/2005-228
dispositions générales, 1992, ch. 20, par. 215(2) et 216(2)
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
dispositions générales, 2014, ch. 31, art. 40, 42 et 43
disposition transitoire, 1992, ch. 51, art. 67
EEV, L.R., ch. 30 (4^e suppl.) en vigueur 01.10.88 *voir*
TR/88-199

E

Entraide juridique en matière criminelle, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. 30 (4^e suppl.) (suite)

EEV, 1992, ch. 20, art. 215 et 216 en vigueur 01.11.92 *voir* TR/92-197
 EEV, 1992, ch. 51, art. 58 et 67 en vigueur 30.01.93 *voir* TR/93-11
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 112, cette modification a été abrogée avant son entrée en vigueur par 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 24
 EEV, 1994, ch. 44, art. 95 à 97 en vigueur 15.02.95 *voir* TR/95-20
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
 EEV, 1998, ch. 30, al. 14*k*) en vigueur 19.04.99 *voir* TR/99-37
 EEV, 1999, ch. 3, art. 12, ann., n° 24 en vigueur à la sanction 11.03.99; art. 80 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 92
 EEV, 1999, ch. 18, art. 97 à 128 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2000, ch. 24, art. 56 à 69 en vigueur 23.10.2000 *voir* TR/2000-95
 EEV, 2001, ch. 27, art. 261 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97
 EEV, 2001, ch. 32, art. 66 en vigueur 07.01.2002 et art. 65 en vigueur 01.02.2002 *voir* TR/2002-17
 EEV, 2002, ch. 1, art. 195 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2002-91
 EEV, 2002, ch. 7, art. 209 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2014, ch. 31 (sanction : 09.12.2014), art. 36 à 45 en vigueur 09.03.2015 *voir* art. 47.

**Entreprise de force motrice de Beechwood
 — 1957-58, ch. 26**

(Beechwood Power Project)

Le ministre des Finances

**Environnement, *voir* Protection de
 l'environnement, Loi canadienne sur la**

**Environnement canadien, semaine (*voir*
 Semaine canadien de l'environnement, Loi
 sur la)**

**Épargne-études, Loi canadienne sur l'
 — 2004, ch. 26**

(Canada Education Savings Act)

Le ministre de l'Emploi et du Développement social
 (2013, ch. 40, art. 220 et TR/2005-28)

art. 2, 2010, ch. 12, art. 30; 2016, ch. 12, art. 107; 2017, ch. 20, art. 117

art. 5, 2007, ch. 29, art. 37; 2010, ch. 12, art. 31; 2011, ch. 24, art. 148; 2016, ch. 12, art. 108; 2017, ch. 20, art. 118
 art. 6, 2016, ch. 12, art. 109; 2017, ch. 20, art. 119
 art. 9.1, 2016, ch. 12, art. 110; 2017, ch. 20, art. 120
 art. 11, abrogé, 2005, ch. 34, par. 83(2)
 art. 12.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 176
 art. 13, 2007, ch. 35, art. 177
 art. 14.1, ajouté, 2016, ch. 12, art. 112
 disposition de coordination, 2005, ch. 34, par. 83(2)
 disposition générale, 2016, ch. 12, art. 111
 disposition transitoire, 2016, ch. 12, art. 112
 EEV, 2004, ch. 26, art. 4, 12, 17 et 20 à 22 en vigueur à la sanction 15.12.2004; art. 1 à 3.1, 5 à 11, 13 à 16, 18 et 19 en vigueur 01.07.2005 *voir* TR/2005-51
 EEV, 2005, ch. 34, art. 83 en vigueur à la sanction 20.07.2005
 EEV, 2007, ch. 29, art. 37 en vigueur à la sanction 22.06.2007
 EEV, 2007, ch. 35, art. 176 et 177 en vigueur à la sanction 14.12.2007
 EEV, 2010, ch. 12, art. 30 et 31 en vigueur à la sanction 12.07.2010, *voir aussi* les différentes dispositions d'application
 EEV, 2011, ch. 24, Partie 5 (art. 148) réputée être entrée en vigueur 01.07.2011 *voir* art. 149
 EEV, 2016, ch. 12 (sanction : 15.12.2016),
 — par. 107(2) et (3), 109(1) et (3), 110(1), art. 111 et par. 112(1) réputés en vigueur 01.07.2016 *voir* par. 113(1);
 — par. 107(1) et (4), art. 108 et par. 109(2) et (4), 110(2) et 112(2) en vigueur 01.07.2017 *voir* par. 113(2).
Voir aussi la disposition d'application art. 112.
 EEV, 2017, ch. 20, art. 117 à 120 en vigueur 01.01.2018 *voir* par. 121(2).

**Épargne-invalidité, Loi canadienne sur l'
 — 2007, ch. 35, art. 136**

(Canada Disability Savings Act)

La ministre des Sports et des Personnes handicapées
 (TR/2017-45)

art. 2, 2010, ch. 12, art. 26, ch. 25, art. 166; 2011, ch. 15, art. 4; 2016, ch. 12, art. 114
 art. 6, 2010, ch. 12, art. 27, ch. 25, art. 167; 2011, ch. 15, art. 5; 2016, ch. 12, al. 115(1*a*) et (1*b*)(F)
 art. 7, 2010, ch. 12, art. 28, ch. 25, art. 168; 2016, ch. 12, al. 115(2*b*) et (2*b*)(F)
 art. 8, 2011, ch. 15, art. 6
 disposition générale, 2009, ch. 2, art. 81 — application dispositions transitoires, 2010, ch. 25, art. 169 et 170
 EEV, 2007, ch. 35 (14.12.2007), art. 136 en vigueur 01.12.2008 *voir* TR/2008-63
 EEV, 2009, ch. 2, art. 81 en vigueur à la sanction 12.03.2009

E

Épargne-invalidité, Loi canadienne sur l' — 2007, ch. 35, art. 136 (suite)

EEV, 2010, ch. 12, art. 26 à 28 en vigueur à la sanction 12.07.2010, *voir aussi* les différentes dispositions d'application
 EEV, 2010, ch. 25 (sanction : 15.12.2010), art. 166 à 170 en vigueur 01.01.2011 *voir* art. 171
 EEV, 2011, ch. 15, art. 4 à 6 en vigueur à la sanction 26.06.2011
 EEV, 2016, ch. 12 (sanction : 15.12.2016), art. 114 et 115 en vigueur 01.01.2017 *voir* art. 116.

Équilibre budgétaire, Loi fédérale sur l' — 2015, ch. 36, art. 41

(*Federal Balanced Budget Act*)

Le ministre des Finances (art. 2)

Loi réputée ne pas être entrée en vigueur et est abrogée, 2016, ch. 7, art. 79
 EEV, 2015, ch. 36, art. 41, la Loi en vigueur à la sanction 23.06.2015
 EEV, 2016, ch. 7, art. 79 en vigueur à la sanction 22.06.2016.

Équité à l'égard des victimes de délinquants violents, Loi sur l' voir Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition — 2015, ch. 11

(*Fairness for the Victims of Violent Offenders Act, An Act to Bring*)

Équité à la pompe, Loi sur l' voir Loi sur l'inspection de l'électricité et du gaz — 2011, ch. 3

(*Fairness at the Pumps Act*)

Équité dans la rémunération du secteur public, Loi sur l' — 2009, ch. 2, art. 394

(*Public Sector Equitable Compensation Act*)

Déposé par le ministre des Finances

art. 2, 2013, ch. 40, art. 441; 2017, ch. 9, art. 50 et sous-al. 55(1*q*)(i)
art. 16, 2017, ch. 9, art. 51
art. 17, 2013, ch. 40, art. 361; 2017, ch. 9, art. 52
art. 18, 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(ii)
art. 19, 2017, ch. 9, art. 53
art. 20, 2013, ch. 40, art. 362; 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(iii)
art. 21, 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(iii)
art. 25, 2013, ch. 40, art. 443; 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(iv)
art. 28, 2013, ch. 40, art. 444
art. 33, 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(v)
art. 39, 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(vi)

art. 45, 2017, ch. 9, sous-al.55(1*q*)(vii)
 disposition générale, 2013, ch. 40, art. 442
 dispositions transitoires, 2009, ch. 2, art. 394 (art. 47 à 50), 395 à 397 et 398 (application)
 disposition transitoire, 2013, ch. 40, art. 445
 terminologie, 2017, ch. 9, al.55(1*q*) et 57(1*d*) (intertitre précédant art. 25)
 EEV, 2009, ch. 2, art. 395 à 398 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 394 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 406 – Non en vigueur
 EEV, 2013, ch. 40, art. 361 et 362 en vigueur à la sanction 12.12.2013; art. 441 à 445 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-84.
 EEV, 2017, ch. 9, art. 50 à 53, al. 55(1*q*) et 57(1*d*) en vigueur à la sanction 19.06.2017

Équité en matière d'emploi, Loi sur l' — 1995, ch. 44

(*Employment Equity Act*)

Le ministre du Travail (TR/96-94)

art. 2, 2017, ch. 26, al. 19*a*)(A)
art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 46; 1998, ch. 9, art. 37; ch. 15, art. 25; 2002, ch. 7, art. 162(A); 2017, ch. 26, al. 19*b*)(A)
art. 4, 2001, ch. 34, art. 40(F); 2003, ch. 22, art. 163 et 236
art. 6, 2003, ch. 22, art. 237
art. 7, 2017, ch. 26, al. 19*c*)(A)
art. 8, 2003, ch. 22, art. 164
art. 9, 2017, ch. 26, al. 19*d*)(A)
art. 18, 2017, ch. 26, al. 19*e*)(A)
art. 21, 2003, ch. 22, art. 165
art. 25, 2017, ch. 26, al. 19*f*)(A)
art. 27, 1998, ch. 9, art. 38
art. 28, 1998, ch. 9, art. 39; 2014, ch. 20, art. 463; 2017, ch. 26, art. 18
art. 30, 2002, ch. 8, al. 182(1*n*)
art. 33, 2003, ch. 22, art. 238
art. 38, 1998, ch. 9, art. 40
art. 39, 1998, ch. 9, art. 41; 2002, ch. 8, al. 182(1*n*)
art. 41, 2005, ch. 10, al. 34(1*i*)
art. 42, 2012, ch. 19, art. 602
art. 43, 2003, ch. 22, al. 224*z*.31)(A)
 disposition transitoire, 1995, ch. 44, art. 45
 dispositions transitoires, 1998, ch. 9, art. 33 et 34
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 46 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
 EEV, 1995, ch. 44 en vigueur 24.10.96 *voir* TR/96-93
 EEV, 1998, ch. 9, art. 33, 34 et 37 à 41 en vigueur 30.06.98 *voir* TR/98-79
 EEV, 1998, ch. 15, art. 25 en vigueur à la sanction 11.06.98
 EEV, 2001, ch. 34, art. 40 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 7, art. 162 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48

E

Équité en matière d'emploi, Loi sur l' — 1995, ch. 44 (suite)

EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2003, ch. 22, art. 163 à 165 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24; art. 236 à 238 en vigueur 31.12.2005 *voir* TR/2005-122
 EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 *voir* TR/2005-29
 EEV, 2012, ch. 19, art. 602 en vigueur à la sanction 29.06.2012
 EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 463 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.
 EEV, 2017, ch. 26, art. 18 et 19 en vigueur à la sanction 12.12.2017

Équité entre les sexes relativement à l'inscription au registre des Indiens, Loi sur l' — 2010, ch. 18

(Gender Equity in Indian Registration Act)

Déposé par le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits et ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord

art. 4, 2015, ch. 3, art. 98
 dispositions générales, 2010, ch. 18, art. 3.1 (rapport au Parlement) et 4 à 9 (dispositions connexes)
 terminologie, 2015, ch. 3, art. 98
 EEV, 2010, ch. 18 (sanction : 15.12.2010), la Loi en vigueur 31.01.2011 *voir* TR/2011-5
 EEV, 2015, ch. 3, art. 98 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Équité pour les familles militaires (assurance-emploi), Loi sur l', *voir* Assurance-emploi, Loi sur l' — 2010, ch. 9

(Fairness for Military Families (Employment Insurance Act))

Équité pour les travailleurs indépendants, Loi sur l', *voir* Assurance-emploi, Loi sur l' — 2009, ch. 33

(Fairness for the Self-Employed Act)

Espèces en péril, Loi sur les — 2002, ch. 29

(Species at Risk Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2002, ch. 29, art. 141.1; 2005, ch. 2, art. 14
art. 7, 2005, ch. 2, art. 15
art. 8, 2005, ch. 2, art. 16
art. 9, 2005, ch. 2, art. 17
art. 10.2, 2017, ch. 26, al. 63e)(A)

art. 21, 2005, ch. 2, art. 18
art. 22, 2005, ch. 2, art. 19
art. 28, 2005, ch. 2, art. 20
art. 41, 2005, ch. 2, art. 21
art. 49, 2005, ch. 2, art. 22
art. 58, 2015, ch. 10, art. 60
art. 73, 2005, ch. 2, art. 23; 2012, ch. 19, art. 163
art. 74, 2012, ch. 19, art. 164
art. 77, 2012, ch. 19, art. 165
art. 78, 2012, ch. 19, art. 166
art. 78.1, ajouté, 2012, ch. 19, art. 167
art. 79, 2012, ch. 19, art. 59; 2017, ch. 26, art. 49(F)
art. 84, 2005, ch. 2, art. 24
art. 97, 2012, ch. 19, art. 168
art. 98 et 99, 2015, ch. 3, art. 153(A)
art. 121 et 122, 2005, ch. 2, art. 25
art. 125, 2005, ch. 2, art. 26
art. 126, 2012, ch. 19, art. 169

annexe 1 :

partie 1, DORS/2005-14, art. 1 à 10, DORS/2005-224, art. 1; DORS/2009-86, art. 1 et 2; DORS/2011-8, art. 1; DORS/2011-128, art. 1; DORS/2012-133, art. 1 à 6; DORS/2017-112, art. 1

partie 2, DORS/2005-14, art. 11 à 25; DORS/2005-224, art. 2 à 12; DORS/2006-60, art. 1, DORS/2006-189, art. 1 à 10; DORS/2007-284, art. 1 à 7; DORS/2009-86, art. 3 à 14; DORS/2010-32, art. 1 à 3, DORS/2010-33, art. 1; DORS/2011-8, art. 2 à 5; DORS/2011-128, art. 2 et 3; DORS/2012-133, art. 7 à 22; DORS/2013-34, art. 1 à 3; DORS/2014-274, art. 1; DORS/2017-10, art. 1 à 6, DORS/17-59, art. 1 à 5, DORS/17-112, art. 1 à 5, DORS/17-229, art. 1

partie 3, DORS/2005-14, art. 26 à 39, DORS/2005-224, art. 13 à 22; DORS/2006-60, art. 2, DORS/2006-189, art. 11 à 17; DORS/2007-284, art. 8 à 10; DORS/2009-86, art. 15 à 26; DORS/2010-32, art. 4 à 9; DORS/2011-8, art. 6 à 9; DORS/2011-128, art. 4 à 6; DORS/2012-133, art. 23 à 31; DORS/2013-34, art. 4 à 7; DORS/2017-10, art. 7 à 11, DORS/17-59, art. 6 à 9, DORS/17-112, art. 6 à 10, DORS/17-130, art. 1, DORS/17-229, art. 2 et 3

partie 4, DORS/2005-14, art. 40 à 53, DORS/2005-224, art. 23 à 32, DORS/2006-189, art. 18 à 26; DORS/2007-284, art. 11 à 17; DORS/2009-86, art. 27 à 33; DORS/2010-32, art. 10 à 12, DORS/2010-33, art. 2; DORS/2011-8, art. 10 à 14; DORS/2011-128, art. 7 à 9, DORS/2011-233, art. 1; DORS/2012-133, art. 32 à 42; DORS/2013-34, art. 8 et 9; DORS/2017-10, art. 12 à 18, DORS/17-59, art. 10, DORS/17-112, art. 10 à 13, DORS/17-130, art. 2, DORS/17-229, art. 4 et 5

annexe 2 :

partie 1, DORS/2005-14, art. 54 à 56, DORS/2005-224, art. 33 et 34

partie 2, DORS/2005-14, art. 57 à 60, DORS/2005-224, art. 35 et 36; DORS/2006-60, art. 3; DORS/2006-189, art. 27 à 29

annexe 3 : DORS/2005-14, art. 61 à 65, DORS/2005-224, art. 37 à 40; DORS/2006-60, art. 4, DORS/2006-189, art. 30 à 35

E

Espèces en péril, Loi sur les — 2002, ch. 29 (suite)

disposition de coordination, 2002, ch. 29, art. 141.1
 EEV, 2002, ch. 29, art. 141.1 en vigueur à la sanction 12.12.2002; art. 1, 134 à 136 et 138 à 141 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43; art. 2 à 31, 37 à 56, 62, 65 à 76, 78 à 84, 120 à 133 et 137 en vigueur 05.06.2003 et art. 32 à 36, 57 à 61, 63, 64, 77 et 85 à 119 en vigueur 01.06.2004 *voir* TR/2003-111
 EEV, 2005, ch. 2, art. 14 à 26 en vigueur à la sanction 24.02.2005
 EEV, 2012, ch. 19, art. 163 à 169 en vigueur à la sanction 29.06.2012; art. 59 en vigueur 06.07.2012 *voir* TR/2012-56
 EEV, 2015, ch. 3, art. 153 en vigueur à la sanction 26.02.2015.
 EEV, 2015, ch. 10 (sanction : 23.04.2015), art. 60 en vigueur 15.05.2015 *voir* TR/2015-37.
 EEV, 2017, ch. 26, art. 49 et al. 63e) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Espèces sauvages du Canada, Loi sur les

— L.R. (1985), ch. W-9

[Ancienne appellation : Faune du Canada]

(Canada Wildlife Act)

Le ministre de l'Environnement

Titre intégral, 1994, ch. 23, art. 1(F)
art. 1, 1994, ch. 23, art. 2(F)
art. 2, 1994, ch. 23, art. 4; 2004, ch. 25, art. 114(F); 2009, ch. 14, art. 41
art. 2.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 5
art. 3, 1994, ch. 23, art. 6(F)
art. 4, 1991, ch. 50, art. 47; 1994, ch. 23, art. 7; 1999, ch. 31, art. 222; 2002, ch. 29, art. 134
art. 4.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 8; 1996, ch. 31, art. 107
art. 4.2, ajouté, 2002, ch. 29, art. 135
art. 5, 1994, ch. 23, art. 9(F)
art. 8, 1994, ch. 23, art. 10(F)
art. 9, 1994, ch. 23, art. 11(F); 2004, ch. 25, art. 115
art. 10, 1994, ch. 23, art. 12(F); 2004, ch. 25, art. 116(F)
art. 11, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 42
art. 11.1, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 43
art. 11.11 à 11.13, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 44
art. 11.2, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13
art. 11.3, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2003, ch. 22, al. 224y) (A); 2004, ch. 25, art. 117(F)
art. 11.4, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2009, ch. 14, art. 45(F)
art. 11.5, ajouté, 1994, ch. 23, art. 13; 2001, ch. 4, art. 128(A); 2004, ch. 25, art. 118(F); 2009, ch. 14, art. 46
art. 11.6, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46
art. 11.7, ajouté, 2009, ch. 14, art. 46; 2017, ch. 26, al. 63b) (A)
art. 11.8 et 11.9, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 46
art. 11.91 à 11.97, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 46
art. 12, 1991, ch. 50, art. 48; 1994, ch. 23, art. 14; 2002, ch. 29, art. 136; 2009, ch. 14, art. 47

art. 13, 1994, ch. 23, art. 15; 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.01 à 13.09, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.091, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 48
art. 13.11 à 13.13, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 48
art. 14 et 15, ajoutés, 1994, ch. 23, art. 15
art. 16, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 2004, ch. 25, art. 119(A); 2009, ch. 14, art. 49
art. 16.1 à 16.5, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 50
art. 17, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27
art. 18, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; 2009, ch. 14, art. 51
art. 18.1 à 18.4, ajoutés, 2009, ch. 14, art. 51
art. 19, ajouté, 1994, ch. 23, art. 15; abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 16; 2003, ch. 22, al. 224y)(A)
 disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
 EEV, 1991, ch. 50, art. 47 et 48 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
 EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 16 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et aussi 1996, ch. 7, art. 42 – Non en vigueur
 EEV, 1994, ch. 23, art. 1 à 16 en vigueur à la sanction 23.06.94
 EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79
 EEV, 1996, ch. 31, art. 107 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21
 EEV, 1999, ch. 31, art. 222 en vigueur à la sanction 17.06.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 128 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2002, ch. 29, art. 134 à 136 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43
 EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2004, ch. 25, art. 114 à 119 en vigueur à la sanction 15.12.2004
 EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 41 à 46, par. 47(1) et art. 49 à 51 en vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91; par. 47(2) et art. 48 en vigueur 12.07.2017 *voir* TR/2017-28.
 EEV, 2017, ch. 26, al. 63b) en vigueur à la sanction 12.12.2017.

Établissement de soldats, Loi d'

— S.R. 1927, ch. 188

(Soldier Settlement Act)

Le ministre des Anciens Combattants

art. 2, 1931, ch. 53, art. 1, 2; 1944-45, ch. 19, par. 8(2); S.R. 1970, ch. 10 (2^e suppl.), art. 64
art. 3, 1931, ch. 53, art. 3; 2000, ch. 34, art. 47
art. 4, 1931, ch. 53, art. 4; 1934, ch. 41, art. 1 et 2
art. 5, 1935, ch. 66, art. 1
art. 21A, ajouté, 1932, ch. 53, art. 1

E

Établissement de soldats, Loi d' — S.R. 1927, ch. 188 (suite)

art. 22, 1934, ch. 41, art. 3
 art. 26, 1928, ch. 48, art. 1
 art. 29, 1932, ch. 53, art. 2
 art. 56, 2000, ch. 34, art. 48
 art. 61, 1931, ch. 53, art. 5
 art. 62, 2000, ch. 34, art. 49
 art. 63, abrogé, 2000, ch. 34, art. 50
 art. 64, 1950, ch. 50, art. 10; 2000, ch. 34, art. 51
 art. 66, 1938, ch. 14, art. 1
 art. 66A, ajouté, 1932, art. 53, art. 3
 art. 68, 1928, ch. 48, art. 2; S.R. 1970, (2^e suppl.), art. 64
 art. 69-71, ajoutés, 1930, ch. 42, art. 1
 art. 72, ajouté, 1932-33, ch. 49, art. 1
 art. 73, ajouté, 1932-33, ch. 49, art. 1; 1936, ch. 10, art. 1; 1938, ch. 14, art. 2
 art. 74, 75, ajoutés, 1932-33, ch. 49, art. 1
 art. 76, 77, ajoutés, 1946, ch. 33, art. 1
 Disposition générale, 1931, ch. 53, art. 6
 EEV, 1950, ch. 50 en vigueur 01.01.51 voir DORS/50-571
 EEV, 2000, ch. 34, art. 47 à 51 en vigueur 27.10.2000 voir TR/2000-105

États-Unis, Exécution du traité relatif à la contrebande — 1925, ch. 54

(*United States Treaty (Smuggling)*)

Le ministre du Revenu national

Étiquetage des textiles, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. T-10

(*Textile Labelling Act*)

Le ministre de l'Industrie

art. 2, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 29(F); 1995, ch. 1, al. 62(1)w) et 63(2)c); 1999, ch. 2, art. 52 et al. 53a)
 art. 6, 1993, ch. 34, art. 119
 art. 7, 1999, ch. 2, al. 53b)
 art. 8, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 24
 art. 11, 1993, ch. 34, art. 120
 art. 13, 2011, ch. 21, art. 157
 disposition générale, 1995, ch. 1, par. 62(3) et 63(3)
 EEV, ch. 31 (1^{er} suppl.), art. 24 en vigueur 15.10.85 voir TR/85-188
 EEV, 1992, ch. 1, art. 145, ann. VIII, n° 29 en vigueur à la sanction 28.02.92
 EEV, 1993, ch. 34, art. 119 et 120 en vigueur à la sanction 23.06.93
 EEV, 1995, ch. 1, art. 62 et 63 en vigueur 29.03.95 voir TR/95-48
 EEV, 1999, ch. 2, art. 52 et 53 en vigueur 18.03.99 voir TR/99-25
 EEV, 2011, ch. 21, art. 157 en vigueur à la sanction 29.11.2011

Évaluation environnementale (2012), Loi canadienne sur l' — 2012, ch. 19, art. 52

(*Canadian Environmental Assessment Act, 2012*)

Ministre de l'Environnement (art. 2)

art. 5, 2012, ch. 19, art. 64, ch. 31, art. 425(F)
 art. 7, 2012, ch. 31, art. 426(A)
 art. 14, 2012, ch. 31, art. 427(A)
 art. 53, 2012, ch. 31, art. 428
 art. 59, 2017, ch. 20, al. 454(1)y)
 art. 63 et 64, 2012, ch. 31, art. 429(A)
 art. 66, 2012, ch. 31, art. 430
 art. 67, 2012, ch. 31, art. 431(A)
 art. 128, 2012, ch. 31, art. 432
 annexe 1
 art. 2, 2014, ch. 13, al. 115d)
 disposition de coordination, 2012, ch. 19, art. 64
 disposition générale, 2014, ch. 13, al. 115d) (terminologie)
 dispositions transitoires, 2012, ch. 19, art. 52 (art. 115 à 129)
 EEV, 2012, ch. 19, art. 52, art. 64 en vigueur à la sanction 29.06.2012, la loi (art. 52) en vigueur 06.07.2012 voir TR/2012-56
 EEV, 2012, ch. 31, art. 425 à 432 en vigueur à la sanction 14.12.2012
 EEV, 2014, ch. 13 (sanction : 19.06.2014), al. 115d) en vigueur 31.12.2014 voir TR/2014-103.
 EEV, 2017, ch. 20, art. 454 en vigueur à la sanction 22.06.2017

Évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon, Loi sur l' — 2003, ch. 7

(*Yukon Environmental and Socio-economic Assessment Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

art. 2, 2003, ch. 7, par. 133(3)(A)
 art. 6, 2015, ch. 19, art. 2
 art. 6.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 2; 2017, ch. 34, art. 1
 art. 8, 2015, ch. 19, art. 3
 art. 10, 2015, ch. 19, art. 4
 art. 11, 2015, ch. 19, art. 5
 art. 14, 2003, ch. 22, art. 277(A)
 art. 28, 2017, ch. 26, al. 62n)
 art. 30, 2015, ch. 19, art. 6
 art. 31, 2015, ch. 19, art. 7
 art. 35, 2015, ch. 19, art. 8
 art. 42, 2015, ch. 19, art. 9
 art. 43, 2015, ch. 19, art. 10
 art. 46.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 11
 art. 47, 2015, ch. 19, art. 12
 art. 48, 2015, ch. 19, art. 13
 art. 49.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 14; abrogé, 2017, ch. 34, art. 2
 art. 50, 2015, ch. 19, art. 15

E

Évaluation environnementale et socioéconomique au Yukon, Loi sur l' — 2003, ch. 7 (suite)

art. 56, 2015, ch. 19, art. 16; 2017, ch. 34, art. 3
 art. 58, 2015, ch. 19, art. 17; 2017, ch. 34, art. 4
 art. 59, 2015, ch. 19, art. 18
 art. 61 et 62, 2015, ch. 19, art. 19
 art. 63 et 64, abrogés, 2015, ch. 19, art. 19
 art. 65, 2015, ch. 19, art. 20
 art. 66.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 21; abrogé, 2017, ch. 34, art. 5
 art. 66.2, ajouté, 2015, ch. 19, art. 21
 art. 67, 2015, ch. 19, art. 22
 art. 72, 2015, ch. 19, art. 23; 2017, ch. 34, art. 6
 art. 73, abrogé, 2015, ch. 19, art. 24
 art. 75, 2015, ch. 19, art. 25
 art. 76, 2015, ch. 19, art. 26
 art. 77, 2015, ch. 19, art. 27; 2017, ch. 34, art. 7
 art. 81, 2003, ch. 7, par. 133(5); 2015, ch. 19, art. 28
 art. 86, 2003, ch. 7, par. 133(5)
 art. 88.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 29
 art. 93.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 30
 art. 112, 2015, ch. 19, art. 31
 art. 113, 2015, ch. 19, art. 32
 art. 115, 2003, ch. 7, par. 133(6)(A)
 art. 116, 2003, ch. 7, par. 132(3)
 art. 118, 2015, ch. 19, art. 33(A)
 art. 121.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 34; abrogé, 2017, ch. 34, art. 8
 art. 122, 2015, ch. 19, art. 35
 art. 122.1, ajouté, 2015, ch. 19, art. 36
 art. 123, 2015, ch. 19, art. 37(F)
Annexe
Partie 1, 2015, ch. 19, art. 38
 dispositions de coordination, 2003, ch. 7, art. 132 et 133
 disposition de coordination, 2003, ch. 22, art. 277
 dispositions transitoires, 2015, ch. 19, art. 39 et 40
 EEV, 2003, ch. 7,
 — art. 1 à 5, 7 à 39, 127 à 130, 132 et 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
 — art. 6, partie 2 (art. 40 à 123) et art. 124 à 126 et 131 entrent en vigueur dix-huit mois après la date de sanction de la présente loi ou, dans cet intervalle, à la date fixée par décret (sanctionnée le 13.05.2003) voir art. 134. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, l'entrée en vigueur est 13.11.2004
 EEV, 2003, ch. 22, art. 277 en vigueur à la sanction 07.11.2003
 EEV, 2015, ch. 19, art. 2 à 40 en vigueur à la sanction 18.06.2015 voir art. 56.
 EEV, 2017, ch. 26, al. 62n) en vigueur à la sanction 12.12.2017.
 EEV, 2017, ch. 34, art. 1 à 8 en vigueur à la sanction 14.12.2017

Exécution du budget 1991, Loi d' — 1991, ch. 51

(Budget Implementation Act, 1991)

EEV, 1991, ch. 51, art. 1 à 5 en vigueur à la sanction 17.12.91; art. 6 et 7 sont réputés entrés en vigueur 30.06.91 voir art. 8

Exécution du budget 1994, Loi d' — 1994, ch. 18

(Budget Implementation Act, 1994)

dispositions transitoires, 1994, ch. 18, art. 29 à 31
 modification conditionnelle, 1994, ch. 18, art. 32
 EEV, 1994, ch. 18, art. 15 en vigueur 01.04.95 voir art. 33;
 art. 1 à 14, 16 à 20 et 29 à 32 en vigueur à la sanction 15.06.94; partie V (art. 21 à 28) en vigueur 03.07.94 voir TR/94-82

Exécution du budget 1995, Loi d' — 1995, ch. 17

(Budget Implementation Act, 1995)

art. 30, abrogé, 1996, ch. 11, art. 46.1
 modifications conditionnelles, 1995, ch. 17, art. 73
 EEV, 1995, ch. 17 en vigueur à la sanction 22.06.95 voir aussi les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées. Les dispositions de la *Loi sur la rémunération du secteur public* édictées par les art. 2 à 6 cessent d'avoir effet trois ans après l'entrée en vigueur de l'art. 6 voir art. 6. Cessent d'avoir effet 22.06.98
 EEV, 1996, ch. 11, art. 46.1 en vigueur 12.07.96 voir TR/96-70

Exécution du budget de 1996, Loi d' — 1996, ch. 18

(Budget Implementation Act, 1996)

modifications conditionnelles, 1996, ch. 18, art. 41 et 58
 EEV, 1996, ch. 18 en vigueur à la sanction 20.06.96 sauf par. 10(9) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édicté par le par. 25(3) de la présente loi, entre en vigueur le 01.01.97 voir par. 38(1); par 40.3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édicté par l'art. 33 de la présente loi en vigueur le 15.10.97 voir TR/97-124; art. 42 à 46 entrent en vigueur le deuxième dimanche suivant la sanction de la présente loi (date de la sanction 20.06.96) voir art. 47 voir aussi les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées

Exécution du budget de 1997, Loi d' — 1997, ch. 26

(Budget Implementation Act, 1997)

art. 2, 2001, ch. 11, art. 1
 art. 5, 2001, ch. 11, art. 2
 art. 8, 2001, ch. 14, art. 235; 2009, ch. 23, art. 307
 art. 9, 2010, ch. 12, art. 1658

E

Exécution du budget de 1997, Loi d' — 1997, ch. 26 (suite)

art. 11, 2001, ch. 34, art. 7(F)
art. 17, 2003, ch. 22, al. 224f)(A)
art. 26, 2001, ch. 34, art. 8(F)
art. 31, 2003, ch. 15, art. 31
art. 35, 1998, ch. 21, art. 63
art. 37, 1998, ch. 21, art. 64
partie III, (art. 43 à 50)
art. 43, 1998, ch. 21, art. 65, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 44, 1998, ch. 21, art. 66; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 45, 1998, ch. 21, art. 67; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 46, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, art. 149 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 47 à 50, abrogés, 2000, ch. 14, art. 30
partie IV, (art. 51 à 58)
art. 51, 1998, ch. 21, art. 69; 1999, ch. 26, art. 32; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, ch. 30, art. 150 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 52, 1998, ch. 21, art. 70; 1999, ch. 26, art. 33; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 53, 1998, ch. 21, art. 71; 1999, ch. 26, art. 34; abrogé, 2000, ch. 14, art. 30
art. 54, abrogé, 2000, ch. 14, art. 30, ch. 30, art. 151 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 55 à 58, abrogés, 2000, ch. 14, art. 30
art. 95, ajouté, 2001, ch. 11, art. 3
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 342
disposition générale, 1998, ch. 21, art. 68
disposition générale, 1999, ch. 26, art. 31
modifications conditionnelles, 1997, ch. 26, art. 42, 50 et 58
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 1997, ch. 26 en vigueur à la sanction 25.04.97 voir aussi les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées
EEV, 1998, ch. 21, art. 63 à 71 en vigueur à la sanction 18.06.98
EEV, 1999, ch. 26, art. 31 à 34 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 14, art. 30 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000
EEV, 2000, ch. 30 (sanction : 20.10.2000), par. 149(1), 150(1), (2) et 151(1) sont réputés entrés en vigueur 18.06.98 voir par. 149(2), 150(3) et 151(2) voir aussi modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 2001, ch. 11, art. 1 à 3 en vigueur à la sanction 14.06.2001
EEV, 2001, ch. 14, art. 235 en vigueur 24.11.2001 voir TR/2001-114
EEV, 2001, ch. 34, art. 7 et 8 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2003, ch. 15, art. 31 en vigueur à la sanction 19.06.2003
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2009, ch. 23, art. 342 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 307 en vigueur 17.10.2011 voir TR/2011-87
EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1658 en vigueur 16.03.2012 voir TR/2012-14

Exécution du budget de 1998, Loi d' — 1998, ch. 21

(Budget Implementation Act, 1998)

Le ministre de l'Emploi et du Développement social (2013, ch. 40, art. 220)(2005, c. 34, s. 80) et le ministre des Finances

art. 2, 2005, ch. 34, al. 80a); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 3 à 6, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 7, abrogé, 2008, ch. 28, art. 95; 2009, ch. 23, art. 308
art. 8 à 15, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 16, 2003, ch. 22, al. 224g)(A); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 17 à 26, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 27, 2001, ch. 27, art. 207; 2005, ch. 30, art. 82; abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 28 à 37, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 38, 2005, ch. 34, al. 80a); abrogé, 2008, ch. 28, art. 95
art. 39 à 42, abrogés, 2008, ch. 28, art. 95
art. 43, 2003, ch. 15, art. 32; abrogé, 2008, ch. 28, art. 96
art. 44 à 46, abrogés, 2008, ch. 28, art. 97
partie 4, (art. 58 à 71)
art. 58, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31, ch. 30, art. 152 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 59, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31
art. 60, abrogé, 2000, ch. 14, art. 31, ch. 30, art. 153 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)
art. 61 à 71, abrogés, 2000, ch. 14, art. 31
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 343
modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 1998, ch. 21 en vigueur à la sanction 18.06.98 sauf art. 128 à 130 voir aussi les différentes entrées en vigueur et les lois modifiées; art. 128 à 130 en vigueur 16.07.98 voir TR/98-83; art. 127 en vigueur 10.02.99 voir TR/99-12; art. 53 à 55 abrogés avant leur entrée en vigueur 31.12.2011 voir 2008, ch. 20, art. 3; art. 131 et 132 en vigueur 30.11.2012 voir TR/2012-91
EEV, 2000, ch. 14, art. 31 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000
EEV, 2000, ch. 30 (sanction : 20.10.2000), par. 152(1), (2) et 153(1) sont réputés entrés en vigueur 18.06.98 voir par. 152(3) et 153(2) voir aussi modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34
EEV, 2001, ch. 27 (sanction : 01.11.2001), art. 207 en vigueur 28.06.2002 voir TR/2002-97
EEV, 2003, ch. 15, art. 32 en vigueur à la sanction 19.06.2003
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 30, art. 82 en vigueur à la sanction 29.06.2005
EEV, 2005, ch. 34, art. 80 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-99
EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), art. 96 en vigueur 05.01.2010 voir par. 100(1); art. 95 et 97 en vigueur 20.10.2010 voir TR/2010-77

E

Exécution du budget de 1998, Loi d' — 1998, ch. 21 (suite)

EEV, 2009, ch. 23, art. 343 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur voir par. 360(2) de la présente loi

Exécution du budget de 1999, Loi d'

— 1999, ch. 26

(Budget Implementation Act, 1999)

partie 5, section 1 (art. 25 à 30) :

art. 25 et 26, abrogés, 2000, ch. 14, art. 32

art. 27, abrogé, 2000, ch. 14, art. 32, ch. 30, art. 154 (mais voir la modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34)

art. 28 à 30, abrogés, 2000, ch. 14, art. 32

art. 36, 2000, ch. 19, art. 73

modification conditionnelle, 2000, ch. 14, art. 34

EEV, 1999, ch. 26 en vigueur à la sanction 17.06.99 *sauf*

— art. 2 à 11 sont réputés entrés en vigueur 01.04.99 *voir* par. 13(1);

— art. 12 est réputé entré en vigueur 31.03.99 *voir* par. 13(2);

— art. 20 à 24 en vigueur 27.08.99 *voir* TR/99-100

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2000, ch. 14, art. 32 et 34 en vigueur à la sanction 29.06.2000

EEV, 2000, ch. 19, par. 73(1) est réputé entré en vigueur 17.06.99 *voir* par. 73(2)

EEV, 2000, ch. 30, par. 154(1) est réputé entré en vigueur 17.06.99 *voir* par. 154(2) (date de la sanction 20.10.2000)

voir aussi modification conditionnelle 2000, ch. 14, art. 34

Exécution du budget de 2000, Loi d'

— 2000, ch. 14

(Budget Implementation Act, 2000)

art. 10, abrogé, 2015, ch. 36, art. 160

art. 23, 2002, ch. 22, art. 321

art. 43, abrogé, 2017, ch. 20, al. 368(3)c)

annexe, DORS/2001-114, DORS/2001-523;

DORS/2002-376; DORS/2003-356; DORS/2005-362

modifications conditionnelles, 2000, ch. 14, art. 10, 34 et 43, abrogé avant d'avoir produit ses effets

EEV, 2000, ch. 14 en vigueur à la sanction 29.06.2000 *sauf* :

— art. 2 à 6 en vigueur 31.12.2000 *voir* art. 11;

— art. 12 à 15 sont réputés entrés en vigueur 01.04.2000 *voir* art. 16;

— partie 3 (art. 17 à 21) en vigueur 17.07.2000 *voir* TR/2000-62;

— art. 42 en vigueur 31.12.2000 *voir* art. 44;

— art. 43 abrogé avant d'avoir produit ses effets, /I 2017, ch. 20, al. 368(3)c)

— art. 45 en vigueur 31.01.2001 *voir* TR/2001-19

EEV, 2002, ch. 22, art. 321 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-47

EEV, 2015, ch. 36, art. 160 en vigueur à la sanction 23.06.2015

Exécution du budget de 2001, Loi d'

— 2002, ch. 9

(Budget Implementation Act, 2001)

EEV, 2002, ch. 9, art. 1, partie 2 (art. 5 à 10) partie 4 (art. 20 à 44), art. 46 et partie 6 (art. 47) en vigueur à la sanction 27.03.2002; partie 1 (art. 2 et 3) en vigueur 01.04.2002 *voir* TR/2002-63; partie 3 (art. 12 à 18) en vigueur 17.04.2002 *voir* TR/2002-76; art. 1 et 2 de la *Loi établissant un programme prévoyant le versement de contributions pour le développement économique et social de l'Afrique en vue d'atteindre les objectifs énoncés dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique*, édictés par l'art. 45 en vigueur 12.04.2002 *voir* TR/2002-71; art. 3 à 5 de la *Loi sur le Fonds canadien pour l'Afrique*, édictés par l'art. 45, en vigueur 27.06.2002 *voir* TR/2002-101

Exécution du budget de 2003, Loi d'

— 2003, ch. 15

(Budget Implementation Act, 2001)

art. 79, 2005, ch. 19, art. 56

EEV, 2003, ch. 15

— art. 1 à 8, 21, 31 à 44, 46 à 54 (*voir* par. 60(2)), art. 63, par. 64(3) et 66(1) (*voir* par. 66(2)), art. 67 à 90 et les par. 91(1), 92(1) et 93(1) (*voir* par. 91(2), 92(2) et 93(2)), art. 94, 96 à 99 et 79.02 à 79.05 de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par les par. 100(1) et (3), art. 103 à 116, édictés par les par. 117(1), 117(3) et (4) et les art. 118 à 130 en vigueur à la sanction 19.06.2003

— art. 9, 11 et 13 en vigueur 01.08.2003 *voir* par. 14(1)

— art. 10 et 12 réputés en vigueur 01.08.2002 *voir* par. 14(2)

— art. 15 à 20 et 22 à 29 en vigueur 04.01.2004 *voir* TR/2003-185

— art. 45 et 55 à 58 réputés en vigueur 18.06.2002 *voir* par. 60(1) et (3)

— par. 61(1) et 62(1) réputés en vigueur 19.02.2003 *voir* par. 61(2) et 62(2)

— par. 64(1) et 65(1) réputés en vigueur 17.12.1990 *voir* par. 64(2) et 65(2)

— par. 95(1), art. 78 à 79.01 de la *Loi sur la taxe d'accise*, édictés par les par. 100(1), 101(1) à (3), 102(1), et l'art. 161.2 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, édicté par le par. 117(1), en vigueur 01.07.2003 *voir* par. 95(2), 100(2), 101(4), 102(2) et 117(2)

Voir aussi les différentes dispositions d'application

EEV, 2005, ch. 19, par. 56(1) à (4) sont réputés entrés en vigueur 19.06.2003 *voir* par. 56(5)

Exécution du budget de 2004, Loi d'

— 2004, ch. 22

(Budget Implementation Act, 2004)

art. 8, 2005, ch. 7, art. 8, ch. 30, art. 86

EEV, 2004, ch. 22, en vigueur à la sanction 14.05.2004, *sauf*

E

Exécution du budget de 2004, Loi d' — 2004, ch. 22 (suite)

- partie 4 (art. 15 à 24) en vigueur 31.01.2005 voir TR/2005-6, par. 18(1) est réputé entré en vigueur 18.03.2003 voir par. 18(2), [le par. 114(2) du *Régime de pensions du Canada* ne s'applique pas aux modifications qui sont apportées à cette loi par la présente partie voir par. 24(1)]
 - par. 29(1), 37(1) et (2) et 39(6) sont réputés entrés en vigueur 01.02.2004 voir par. 29(2), 37(3) et 39(9),
 - par. 32(1) est réputé entré en vigueur 31.01.2004 voir par. 32(2),
- voir aussi les différentes dispositions d'application
EEV, 2005, ch. 7, art. 8 en vigueur à la sanction 10.03.2005
EEV, 2005, ch. 30, art. 86 en vigueur à la sanction 29.06.2005

Exécution du budget de 2004, Loi n° 2 d'

— 2005, ch. 19

(Budget Implementation Act, 2004, No. 2)

- EEV, 2005, ch. 19 en vigueur à la sanction 13.05.2005
- par. 42(1) est réputé entré en vigueur 23.03.2004 voir par. 42(2);
 - par. 56(1) à (4) sont réputés entrés en vigueur 19.06.2003 voir par. 56(5);
- voir aussi les différentes dispositions d'application

Exécution du budget de 2005 — 2005, ch. 30

(Budget Implementation Act, 2005)

- art. 26**, abrogé, 2006, ch. 4, art. 90
art. 91, abrogé, 2005, ch. 30, par. 93(2)
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 93
EEV, 2005, ch. 30 en vigueur à la sanction 29.06.2005, *sauf* :
- par. 25(1) est réputé entré en vigueur 24.02.2004 voir par. 25(2);
 - par. 26(1) en vigueur 01.03.2009 voir par. 26(2) (*Remarque* : art. 26 abrogé par 2006, ch. 4, art. 90);
 - partie 13 (art. 87 à 94) en vigueur 03.10.2005, à l'exception des art. 93 et 94 qui sont entrés en vigueur à la sanction, voir TR/2005-92;
 - partie 14 (art. 96) abrogé avant son entrée en vigueur le 31.12.2015 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*). Voir aussi *Gazette du Canada*, Partie I, n° 11, 12.03.2016, p. 744.
 - partie 15 : art. 98 à 100 et 104 à 107 en vigueur 01.09.2005 voir TR/2005-74; art. 101 à 103 et 108 sont réputés entrés en vigueur 23.02.2005 voir par. 109(2);
 - partie 17 (art. 113 à 118) en vigueur 30.12.2005 voir TR/2005-126;
 - art. 124 abrogé avant son entrée en vigueur 31.12.2016 voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada*, Partie I, Vol. 151, n° 9, pp. 875-876;
 - part 18 (art. 120 à 123) entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 125 – Non en vigueur;

voir aussi les différentes dispositions d'application
EEV, 2006, ch. 4, art. 90 en vigueur à la sanction 22.06.2006
EEV, 2008, ch. 20 (sanction : 18.06.2008), art. 3 en vigueur 18.06.2010 voir art. 6.

Exécution du budget de 2006 — 2006, ch. 4

(Budget Implementation Act, 2006)

- art. 192**, abrogé, 2011, ch. 15, art. 21
art. 193, 2008, ch. 28, art. 148; abrogé, 2011, ch. 15, art. 21
art. 194 et 195, abrogés, 2011, ch. 15, art. 21
art. 196, abrogé, 2006, ch. 4, art. 198
art. 197 et 198, abrogés, 2011, ch. 15, art. 21
art. 209, abrogé, 2013, ch. 40, art. 286
disposition générale, 2006, ch. 4, art. 209 (prélèvements) (abrogée)
EEV, 2006, ch. 4, art. 190 à 198 en vigueur à la sanction 22.06.2006 (mais art. 192 à 198 abrogés par 2011, ch. 15, art. 21); art. 209 en vigueur 10.11.2006 voir TR/2006-132 voir aussi *Gazette du Canada*, vol. 140, n° 24, p. 1959 — *erratum* re numéro de C.P.; [*Remarque* : art. 209 abrogé voir 2013, ch. 40, art. 286]
voir aussi les différentes dispositions d'entrée en vigueur, réputées entrées en vigueur et d'application
EEV, 2008, ch. 28, art. 148 en vigueur à la sanction 18.06.2008
EEV, 2011, ch. 15 (sanction : 26.06.2011), art. 21 en vigueur 01.01.2013 voir TR/2012-87
EEV, 2013, ch. 40, art. 286 en vigueur à la sanction 12.12.2013.

Exécution du budget de 2006, Loi n° 2 d'

— 2007, ch. 2

(Budget Implementation Act, 2006, No. 2)

- EEV, 2007, ch. 2 en vigueur à la sanction 21.02.2007. Voir aussi les différentes dispositions d'application et d'entrée en vigueur :
- par. 55(1), 58(1), 59(1), 60(1), 61(1), 62(1) et 63(1) sont réputés entrés en vigueur 01.07.2006 voir respectivement par. 55(2), 58(2), 59(2), 60(2), 61(2) aussi — référence, 62(2) et 63(2) aussi — mention et application

Exécution du budget de 2007, Loi d'

— 2007, ch. 29

(Budget Implementation Act, 2007)

- art. 78**, abrogé, 2007, ch. 35, art. 169
art. 83, abrogé, 2007, ch. 35, art. 170
art. 84, 2007, ch. 35, art. 171
art. 136 et 137, 2013, ch. 33, al. 196(1)b)
art. 143, 2016, ch. 7, art. 238
art. 143.1, ajouté, 2016, ch. 7, art. 238
Dispositions de coordination, 2007, ch. 29, art. 39 à 42, 53, 122 et 150

E

Exécution du budget de 2007, Loi d' — 2007, ch. 29 (suite)

Dispositions générales, 2007, ch. 29, art. 124 à 143 et 143.1 (paiements)
 EEV, 2007, ch. 29 en vigueur à la sanction 22.06.2007, *sauf*
 — art. 81 en vigueur 01.04.2008 *voir* par. 84(3) modifié par 2007, ch. 35, art. 171
 — Partie 7 (art. 85 à 89) en vigueur 26.10.2007 *voir* TR/2007-95;
 — par. 91(2), 104(2) et 113(2) en vigueur 17.11.2007 *voir* TR/2007-106
 — par. 103(2) en vigueur 17.11.2007 *voir* TR/2007-105
 — art. 144 à 149 abrogés avant d'entrer en vigueur *voir* art. 150
 — art. 79 et 82 réputés être entrés en vigueur 01.04.2010 *voir* art. 84, tel que modifié par 2007, ch. 35, art. 171, et *Gazette du Canada*, Vol. 146, n° 2, p. 26
voir aussi les différentes dispositions réputées entrées en vigueur et d'application
 EEV, 2007, ch. 35, art. 169 à 171 en vigueur à la sanction 14.12.2007
 EEV, 2013, ch. 33, art. 196 en vigueur à la sanction 26.06.2013
 EEV, 2016, ch. 7, art. 238 en vigueur à la sanction 22.06.2016.

Exécution du budget de 2008, Loi d'

— 2008, ch. 28

(*Budget Implementation Act*, 2008)

art. 19, 2009, ch. 2, art. 82
art. 105, abrogé, 2009, ch. 2, art. 368
art. 120, abrogé, 2012, ch. 19, art. 710
art. 127, 2010, ch. 12, art. 2204
art. 130, 2010, ch. 12, art. 2205
art. 131, abrogé avant son entrée en vigueur, 2010, ch. 12, art. 2206
 Dispositions de coordination, 2008, ch. 28, art. 40 à 44
 Disposition de coordination, 2009, ch. 2, art. 230
 Disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 360
 Modifications conditionnelles, 2008, ch. 28, art. 45 à 48
 EEV, 2008, ch. 28 en vigueur à la sanction 18.06.2008, *sauf*
 — par. 94(1) à (4) et l'art. 96 en vigueur 05.01.2010 *voir* par. 100(1)
 — par. 94(5) et les art. 95 et 97 à 99 en vigueur 20.10.2010 *voir* TR/2010-77
 — par. 101(1) et les art. 106 et 112 en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-66
 — art. 104 en vigueur 01.08.2009 *voir* TR/2009-59
 — art. 105 abrogé avant d'entrer en vigueur *voir* 2009, ch. 2, art. 368 (12.03.2009)
 — *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada*, à l'exception de l'al. 4a), édicté par l'art. 121, et les art. 123 et 134 en vigueur 20.06.2008 *voir* TR/2008-76
 — l'al. 4a) de la *Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada*, édicté par l'art. 121, et les art. 122, 124, 126 à 128, 130, 132 et 133 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) *mais voir*

l'erratum, *Gazette du Canada*, partie II, Vol. 144, n° 22, p. 2002 *re date* du C.P.
 — art. 125 et 129 en vigueur 01.01.2010 *voir* TR/2009-116
 — art. 131 abrogé avant d'entrer en vigueur *voir* 2010, ch. 12, art. 2206
 — art. 146 et 147 en vigueur 05.08.2008 *voir* TR/2008-84
 — art. 156 en vigueur 01.07.2008 *voir* par. 164(2)
 — art. 150, 160 et 162 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* par. 164(1) – Non en vigueur *voir aussi* les différentes dispositions réputées entrées en vigueur et d'application
 EEV, 2009, ch. 2, art. 82 et 230 en vigueur à la sanction 12.03.2009
 EEV, 2009, ch. 23, art. 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009
 EEV, 2010, ch. 12, art. 2204 à 2206 en vigueur à la sanction 12.07.2010
 EEV, 2012, ch. 19, art. 710 en vigueur à la sanction 29.06.2012

Exécution du budget de 2009, Loi d'

— 2009, ch. 2

(*Budget Implementation Act*, 2009)

art. 295, 2014, ch. 20, art. 313 (paiements directs), ch. 33 (Finances), N° du crédit 8b
art. 404, 2013, ch. 40, par. 469(6); 2014, ch. 39, art. 385
art. 448, 2013, c. 33, s. 146
art. 463, abrogé, 2013, c. 33, s. 147
art. 465, 2013, c. 33, s. 148
 dispositions de coordination, 2009, ch. 2, art. 230
 dispositions de coordination, 2013, ch. 40, art. 469
 dispositions générales, 2009, ch. 2, art. 300 à 308, 309 tel que modifié par 2009, ch. 31, par. 24(1), art. 316 et 392 — paiements
 EEV, 2009, ch. 2, art. 230, 300 à 316 et 392 en vigueur à la sanction 12.03.2009; art. 401 à 404 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 406 – Non en vigueur.
 EEV, 2009, ch. 31 (sanction 15.12.2009), par. 24(1) réputé entré en vigueur 12.03.2009 *voir* par. 24(2)
 EEV, 2013, ch. 40, art. 469 en vigueur à la sanction 12.12.2013 [*Remarque* : par. 469(6) modifié par 2014, ch. 39, art. 385].
 EEV, 2014, ch. 20, art. 313 en vigueur à la sanction 19.06.2014.
 EEV, 2014, ch. 33, Finances, N° du crédit 8b en vigueur à la sanction 16.12.2014.
 EEV, 2014, ch. 39, art. 385 en vigueur à la sanction 16.12.2014.

Exécution du budget de 2016, Loi n° 1 d'

— 2016, ch. 7

(*Budget Implementation Act*, 2016, No. 1)

art. 29, 2017, ch. 20, art. 30
art. 115, abrogé, 2017, ch. 20, art. 298

E

Exécution du budget de 2016, Loi n° 1 d' — 2016, ch. 7 (suite)

art. 186, abrogé, 2017, ch. 20, art. 106
dispositions de coordination, 2016, ch. 7, art. 61, 62 et 115
disposition de coordination, 2017, ch. 20, art. 34
dispositions générales, 2016, ch. 7, art. 55 à 60, 77, 78 et 228 et 229 (règlements)
dispositions générales re PPP Canada Inc., 2012, ch. 19, art. 209.1 ajouté par 2016, ch. 7, art. 235
dispositions transitoires, 2016, ch. 7, art. 98 à 111 et 225 à 227
EEV, 2016, ch. 7, art. 2 à 9, par. 10(1), (2), (4) et (5), 11(2), art. 12 et 13, par. 14(1), (3) et (4), 15(1), (3) et (4), 16(1) et (3) à (7), art. 17 à 26, par. 27(2), 28(2), 29(8) et (9), 30(2), 31(3) et (4), 32(1), (3) et (4), art. 33 à 37, par. 38(2), art. 39, par. 40(2), art. 41 et 42, par. 43(1) et (3) à (6), art. 44 à 47, par. 48(1), (4) et (5), art. 49 et 61 à 71, par. 72(2) à (4), art. 73 à 76, 79, 115, 117 à 127, 129 et 130, par. 131(1) à (5) et (7) à (11), art. 132, par. 133(1), (2), (4) à (7), art. 134 à 138, par. 139(1) à (4), art. 141, 143 à 146, par. 148(1), art. 149 à 157, 159, 161, 163 à 167, 169 à 181, 188, 192 à 206, 215, 217, 218, 224 à 229, 232 à 238 en vigueur à la sanction 22.06.2016;
— [Remarque : la *Loi fédérale sur l'équilibre budgétaire*, édictée par 2015, ch. 36, art. 41 est réputée ne pas être entrée en vigueur et est abrogée voir 2016, ch. 7, art. 79]
— par. 10(3), 11(1) et 38(1) réputés en vigueur 01.07.2015 voir respectivement par. 10(5), 11(2) et 38(2);
— par. 14(2), 48(2) et (3) réputés en vigueur 22.04.2015 voir respectivement par. 14(4) et 48(5);
— par. 15(2), 32(2) et 43(2) en vigueur 01.01.2017 voir respectivement par. 15(4), 32(4) et 43(5);
— par. 16(2) réputé en vigueur 02.01.2015 voir par. (7);
— par. 27(1), 28(1), 29(1), (6) et (7), 30(1), 31(1), 51(1) et (2), art. 52 et 53, par. 72(1), art. 189 et 190 en vigueur 01.07.2016 voir respectivement par. 27(2), 28(2), 29(8), 30(2), 31(3), 54(2) et 72(2) et art. 191;
— par. 29(2) à (5) en vigueur 01.07.2018 voir par. 29(9), tel que modifié par 2017, ch. 20, art. 30
— par. 31(2), art. 50 et par. 51(3) en vigueur 01.07.2017 voir respectivement par. 31(4) et 54(1);
— par. 40(1) réputé en vigueur 21.04.2015 voir par. (2);
— art. 80, 81, 83, 85 à 97 et 99 à 114 en vigueur 01.04.2017 voir par. 116(1)
— art. 82, 84 et 98 en vigueur 01.10.2016 voir par. 116(2)
— art. 182 à 185 en vigueur 23.11.2017 voir TR/2017-73;
— art. 186 abrogé avant son entrée en vigueur voir 2017, ch. 20, art. 106
— par. 207(1), 211(1) 212(1) et (3) et art. 222 en vigueur 03.07.2016 voir par. 231(1);
— par. 207(2), 211(2) 212(2) et (4) et art. 223 en vigueur 09.07.2017 voir par. 231(2);
— par. 207(3), art. 209, 210, 216, 220 et 230 en vigueur 03.07.2016 voir TR/2016-42;
— art. 208, 213, 214, 219 et 221 en vigueur 01.01.2017 voir TR/2016-73;
— art.. 128 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 168(1) – Non en vigueur;

— par. 131(6), 133(3), 139(5) et (6), art. 140, 142, 147 et 148(2) entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 168(2) – Non en vigueur.
— art. 158, 160 et 162 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir par. 168(1) – Non en vigueur;
EEV, 2017, ch. 20, art. 30, 34 et 106 en vigueur à la sanction 22.06.2017; art. 298 en vigueur 01.04.2018 voir art. 298.

Exécution du budget de 2016, Loi n° 2 d'

— 2016, ch. 12

(Budget Implementation Act, 2016, No. 2)

Disposition générale, 2016, ch. 12, art. 111
Disposition transitoire, 2016, ch. 12, art. 94
EEV, 2016, ch. 12, art. 2, par. 3(1), (4) et (5), 4(2), art. 5, al. 18(1)x), édicté par par. 6(1), et (2) et (3), 7(1), (3) et (6) à (9), 8(4), 9(2), art. 10, par. 11(3), art. 12, par. 13(2) et (5) à (7), art. 14, par. 15(2), art. 16, par. 17(2) à (4), 18(4), 19(2), 20(5), 21(4), 22(2), 23(11), art. 24, par. 25(2), 26(5), 27(3), 28(3), 29(3) à (6), 30(2), 31(4), 32(5), 33(2), 34(5), art. 35, par. 36(4), 37(2), art. 38, par. 40(2), 41(2), art. 42 à 44, par. 45(2), 46(3), 47(2), 48(1), (4) et (5), 49(2), 50(3), 51(3), 52(2), art. 53, par. 54(2), art. 55, 56 à 59, par. 60(2), art. 61, par. 62(3), 63(10) à (12), 64(2), 65(6), 66(2), 67(1), (6) et (7), 68(2), 69(7) et (8), 70(3), 72(3), 73(3), 89(2) à (5), 90(1), (4) et (5), art. 91, 92, 93, 94, 100, 117 à 120, 122, 123, 124 et 125 en vigueur à la sanction 15.12.2016;
— par. 3(2) et (3), 4(1), al. 18(1)y), édicté par par. 6(1), 7(2) et (5), 8(1) à (3), 9(1), 11(1) et (2), 13(1) et (3), 15(1), 17(1), 18(1) à (3), 19(1), 20(1) à (4), 21(1) à (3), 22(1), 23(1) à (10), 26(1) à (4), 27(1) et (2), 28(1) et (2), 29(1) et (2), 31(1) à (3), 32(1) à (4), 33(1), 34(1) à (4), 36(1) à (3), 37(1), 39(1), 40(1), 41(1), 45(1), 46(1) et (2), 47(1), 48(2) et (3), 50(1) et (2), 51(1) et (2), 52(1), 54(1), 62(1) et (2), 63(1), (4) à (6), (8) et (9), 67(3), 68(1), 69(1) à (4), 72(1) et (2) et 73(1) et (2), 89(1), art. 104, 105, 114 et 115 en vigueur 01.01.2017 voir respectivement par. 3(5), 4(2), 6(3), 7(7), 8(4), 9(2), 11(3), 13(5), 15(2), 17(4), 18(4), 19(2), 20(5), 21(4), 22(2), 23(11), 26(5), 27(3), 28(3), 29(6), 31(4), 32(5), 33(2), 34(5), 36(4), 37(2), 39(2), 40(2), 41(2), 45(2), 46(3), 47(2), 48(5), 50(3), 51(3), 52(2), 54(2), 62(3), 63(10), 67(7), 68(2), 69(7), 72(3), 73(3), 89(4), art. 106 et 116;
— par. 13(4), 25(1) et 69(5) et (6) réputés en vigueur 22.03.2016 voir respectivement par. 13(7), 25(2) et 69(8);
— par. 30(1) réputé en vigueur 21.03.2013 *excepté* que l'al. 94(4)(b), édicté par par. 30(1), ne s'applique pas compte tenu des définitions mentionnées aux al. a) et b) voir par. 30(2);
— par. 49(1), 63(3), 64(1), 65(1) à (5), 66(1) et 67(2) et (4) réputés en vigueur 21.03.2013 voir respectivement par. 49(2), 63(12), 64(2), 65(6), 66(2) et 67(6);
— par. 60(1), 70(1) et (2), 71(1), 107(1) et (4), art. 108, 109(2) et (4), 110(2) et 112(2) en vigueur 01.07.2017 voir respectivement par. 60(2), 70(3), 71(2) et 113(2);

E

Exécution du budget de 2016, Loi n° 2 d' — 2016, ch. 12 (suite)

- par. 63(2) et (7) en vigueur 01.01.2017, voir l'exception d'application au par. 63(11).
 - art. 86, par. 107(2) et (3), 109(1) et (3), 110(1), art. 111 et par. 112(1) réputés en vigueur 01.07.2016 voir respectivement art. 88 et par. 113(1);
 - par. 90(2) et (3) réputés en vigueur 23.03.2016 voir par. 90(5);
 - art. 100 en vigueur à la sanction 15.12.2016 mais voir la disposition d'application par. 100(4);
 - art. 101 et 102 en vigueur 12.03.2017 voir TR/2017-16;
 - art. 121 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 126 – Non en vigueur.
- Voir aussi les différentes dispositions d'application.

Exécution du budget de 2017, Loi n° 1 d' — 2017, ch. 20

(Budget Implementation Act, 2017, No. 1)

- dispositions de coordination, 2017, ch. 20, art. 34, 257, 258, 268, 398 à 401, 439, 440 et 455
- disposition générale, 2017, ch. 20, art. 115 (paiement à l'Institut canadien de recherches avancées), art. 195 (financement des services de soins à domicile et de santé mentale)
- dispositions transitoires, 2017, ch. 20, art. 99 à 101, 131, 194, 227, 254, 293 à 296, 382 à 393, art. 34, édicté par 2017, ch. 20, art. 403, 443 et 452
- terminologie, 2017, ch. 20, art. 292
- EEV, 2017, ch. 20, par. 2(2), art. 3 et 4, par. 5(2), 6(2) et (4) à (6), art. 7 à 9, par. 10(2), art. 11 à 16, par. 17(2), art. 18 à 20, par. 21(2) et 22(4), art. 23 à 27, par. 28(2), 29(2), art. 30, par. 35(3) et (4), 36(5), 37(2), 38(4), 39(2), 40(2), 41(2), 42(2), 43(2), 44(2), 45(4), 46(2), 47(2), 48(2), 49(2), 50(2), art. 51, par. 52(1), (3) et (5), 53(1), (3) et (5), art. 54, par. 55(1) et (3), 56(1), (3) et (5), 57(1) et (3), 58(2), 59(2), 60(2), 61(2), 62(2), 63(2), 64(1), (3) et (4), et 65(1), (3) et (4), art. 66, 67, 70 à 73, 76 à 83, 92 à 96, par. 97(1), art. 104 à 106, 108, 109, 113 à 115, 122 à 125, 130, 192 à 195, 257, 258, 268, 290, 291, 296, 300 à 305, 312 à 317, 321, 324, 398 à 401, 403 à 406, art. 1 à 15, 19, al. 20(1)a) à f) et h), par. 20(2) et art. 21, édictés par art. 451, et art. 452 à 456 en vigueur à la sanction 22.06.2017;
- par. 2(1), 6(1), 29(1), 52(2) et (4), 53(2) et (4), 55(2), 56(2) et (4), 57(2), 64(2), 65(2), art. 270 à 289, 292 à 295, 306 à 310, art. 16 à 18 et al. 20(1)g), édictés par art. 451, en vigueur 01.04.2018 voir respectivement par. 2(2), 6(4), 29(2), 52(5), 53(5), 55(3), 56(5), 57(3), 64(4) et 65(4), art. 299 et 311 et par. 457(1);
- par. 5(1), 10(1), 21(1), 22(1) à (5) et 28(1), 35(2), 36(1) à (4), 38(1) à (3) et 40(1) et art. 117 à 120 en vigueur 01.01.2018 voir respectivement par. 5(2), 10(2), 21(2), 22(4) et 28(2) 35(4), 36(5), 38(4), 40(2) et 121(2);
- par. 6(3) en vigueur 01.01.2019 voir par. 6(6);
- par. 17(1) réputé en vigueur 22.03.2017 voir par. 17(2).
- par. 35(1) en vigueur 01.07.2017 voir par. 35(3);

- par. 35(2), 36(1) à (4), 38((1) à (3) et 40(1) en vigueur 01.01.2018 voir respectivement par. 35(4), 36(5), 38(4) et 40(2);
 - par. 37(1), 39(1), 42(1), 43(1) et 44(1) réputés en vigueur 23.03.2017 voir respectivement par. 37(2), 39(2), 42(2), 43(2) et 44(2)
 - par. 41(1) réputé en vigueur 22.03.2016 voir par. 41(2).
- [Remarque : pour l'application des dispositions de la *Loi sur les douanes* et de la *Loi sur l'accise* qui prévoient le paiement d'intérêts, ou l'obligation d'en payer, relativement à une somme, cette somme est déterminée et les intérêts sont calculés comme si les art. 44 et 58 à 63 et les par. 64(1) et 65(1) avaient été sanctionnés le 23.03.2017 voir art. 67];
- par. 45(1) et (2), 46(1), 47(1), 48(1), 49(1), 50(1), 58(1), 59(1), 60(1), 61(1), 62(1) et 63(1) réputés en vigueur 23.03.2017 voir respectivement par. 45(4), 46(2), 47(2), 48(2), 49(2), 50(2), 58(2), 59(2), 60(2), 61(2), 62(2) et 63(2);
 - par. 45(3) en vigueur 30.11.2019 voir art. 45(5);
- [Remarque : art. 103 (art. 1 à 8), édicte la *Loi autorisant certains emprunts* et son annexe, en vigueur 23.11.2017 voir TR/2017-73 et 2017, ch. 20, art. 107];
 - art. 116 en vigueur 01.08.2018 voir par. 121(1);
 - art. 126 à 129 et 131 à 190 en vigueur 21.09.2017 voir TR/2017-53;
 - art. 196 à 219 et 222 à 227 en vigueur 29.09.2017 voir TR/2017-60;
 - art. 220 et 221 réputés en vigueur 01.04.1996 voir par. 228(2);
 - art. 229 à 256 et 259 à 267 en vigueur 03.12.2017 voir TR/2017-68;
 - [Remarque : art. 403 (art. 1 à 34) édicte la *Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada*, en vigueur à la sanction 22.06.2017];
 - [Remarque : art. 456 abroge la *Loi sur les frais d'utilisation* (2004, ch. 6) en vigueur à la sanction 22.06.2017];
 - art. 68, 69, 74, 75, 84 à 91, par. 97(2) et art. 98 à 101 entrent en vigueur à la date fixée par décret voir art. 102 – Non en vigueur;
 - art. 110 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 112(1) – Non en vigueur;
 - art. 111 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 160 de la *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2016* (2016, ch. 7) voir par. 112(2) – Non en vigueur;
 - par. 318(1), 320(1), 322(1), art. 323, par. 324(2), 325(1) et (2), art. 326 à 328, par. 329(1) et (2), art. 330 à 337, par. 338(1), art. 339 à 349, 351 à 355, par. 356(2) et (3), 363(8), 364(2), art. 365, par. 368(1), art. 370, 382, 383 et 391 à 393 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut pas être antérieure aux dates fixées au titre des par. 402(2) à (6) voir par. 402(1) – Non en vigueur;

E

Exécution du budget de 2017, Loi n° 1 d' — 2017, ch. 20 (suite)

- par. 318(2), art. 319, par. 338(2), 356(1) et art. 384 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 402(2) – Non en vigueur;
 - par. 320(2), 322(2), 325(3) et 329(3), art. 360, par. 363(2), (5), (6) et (9) et 364(3), art. 373, 377, 386 et 390 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut pas être antérieure à la date fixée au titre du par. 402(1) *voir* par. 402(3) – Non en vigueur;
 - art. 350 et 376 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 402(4) – Non en vigueur;
 - art. 357 et 359, par. 361(1), (3) et (4), art. 362, par. 363(1), (4) et (7) et 364(1), art. 371, 374 et 385 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 402(5) – Non en vigueur;
 - art. 358, par. 361(2), art. 369, 372 et 375 entrent en vigueur à la date fixée par décret, laquelle ne peut pas être antérieure à la date ou aux dates fixées au titre du par. 402(5) *voir* par. 402(6) – Non en vigueur;
 - par. 363(3) et 364(4), art. 366 et 367, par. 368(2), art. 388 et 389 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 402(7) – Non en vigueur;
 - [Remarque : art. 442 édicte *Loi sur Investir au Canada*, entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 450 – Non en vigueur];
 - art. 443 à 449 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 450 – Non en vigueur;
 - [Remarque : art. 451 édicte la *Loi sur les frais de service*];
 - art. 22, édicté par art. 451, entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 457(2) – Non en vigueur;
- Voir aussi* les différentes dispositions d'application.

Exécution du budget de 2017, Loi n° 1 d' — 2017, ch. 33

(*Budget Implementation Act, 2017, No. 2*)

dispositions de coordination, 2017, ch. 33, art. 187 et 215
 disposition générale, 2017, ch. 33, art. 177 (Accords de financement en matière de développement international)
 terminologie, 2017, ch. 33, art. 161 et 162
 dispositions transitoires, 2017, ch. 33, art. 214, 220 et 254,
 EEV, 2017, ch. 33, par. 2(2), (4) et (5), art. 3 à 6, par. 7(1), (3) et (4), art. 8 à 11, par. 12(2), art. 13, par. 14(2), art. 15 à 23, par. 24(1), (2) et (4) à (6), 28(2) à (6), art. 29, par. 30(2) à (4) et (6) à (13), art. 31 à 39, par. 40(2) et 41(2), art. 42, par. 43(1), (2), (4) et (5), 44(1) à (3) et (6) à (8), art. 45 à 49, par. 50(2) à (4), art. 51, par. 52(1) à (7) et (9) à (20), art. 53 et 54, par. 56(3) et (4), 57(3), (4), (8) et (9), 58(5), (7), (8), (11) et (15) à (17), 59(2) et 60(3), art. 61 à 64, par. 65(2), 67(2), 68(1) à (9) et (18) à (20), 69(3), 70(3) et 71(2), art. 72 et 73, par. 74(2), 75(1), (2), (4) et (5), art. 76, par. 77(3), art. 78 et 79, par. 80(2), 81(3), 106(1) et (7) à (10), art. 108, par. 109(1) à (3) et (5) à (9), art. 110 à 113, par. 114(2), définitions “régime de pension à cotisations déterminées” et “régime de pension à prestations déterminées” édictées par par. 114(5), 114(6) à (8), (10), (12) à (14) et (16) à (31), art. 115 à 127,

- par. 128(2), 129(1), (3) et (4), art. 130 et 131, par. 132(5) à (17), 133(5) à (17), art. 134 à 139, 140(2) à (8), art. 141 à 146, par. 147(2) et 148(2), art. 149 et 150 à 162, par. 165(2), 166(3), 167(2), 167(2) et 168(2), art. 169 à 176, 180 à 194, 215 à 218, 231, 254, 260 et 261 en vigueur à la sanction 14.12.2017;
- [Remarque : art. 176 (art. 1 à 7) et son annexe, édictant la *Loi sur l'Accord concernant la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures*, en vigueur à la sanction 14.12.2017];
- [Remarque : art. 219 (art. 1 à 17), édictant la *Loi sur la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien*, réputé en vigueur 01.07.2017 *voir* art. 229];
- [Remarque : art. 227, abroge la *Loi sur le marquage des bois*, chapitre T-11 des *Lois révisées du Canada (1985)* en vigueur à la sanction 14.12.2017];
- [Remarque : art. 228 abroge la *Loi de mise en œuvre de l'Accord sur le commerce intérieur*, , chapitre 17 des *Lois du Canada* de 1996, en vigueur à la sanction 14.12.2017];
- par. 2(1) et (3) et 7(2) en vigueur 01.01.2024 *voir respectivement* par. 2(4) et 7(4);
- par. 12(1) et 41(1) réputés en vigueur 16.09.2016 *voir respectivement* par. 12(2) et 41(2);
- par. 14(1) et 60(1) et (2) réputés en vigueur 14.12.2012 *voir respectivement* par. 14(2) et 60(3);
- par. 24(3), 52(8), 57(1), (2) et (5) à (7), 58(1) à (4), (6), (9), (10) et (12) à (14), 67(1), 68(10) à (17), 69(1) et (2), 70(1) et (2), 71(1) et 80(1) réputés en vigueur 23.03.2017 *voir respectivement* par. 24(6), 52(19), 57(8), 58(15), 67(2), 68(20), 69(3), 70(3), 71(2) et 80(2);
- par. 28(1) réputé en vigueur 12.07.2013 *voir* par. 28(4);
- par. 30(1), 43(3) et 56(1) réputés en vigueur 24.10.2001 *voir respectivement* par. 30(8), 43(5) et 56(3);
- par. 30(5), 40(1) et 81(1) et (2) réputés en vigueur 01.03.2017 *voir respectivement* par. 30(11), 40(2) et 81(3);
- par. 44(4) réputé en vigueur 07.06.2013 *voir* par. 44(7);
- par. 44(5) réputé en vigueur 24.08.2016 *voir* par. 44(8);
- par. 50(1) et 77(1) et (2) réputés en vigueur 21.03.2013 *voir respectivement* par. 50(3) et 77(3);
- par. 55(1) en vigueur 01.01.2018 *voir* par. 55(2);
- par. 56(2), 59(1), 65(1) et 74(1) réputés en vigueur 01.01.2010 *voir respectivement* par. 56(4), 59(2), 65(2) et 74(2);
- par. 75(3) réputé en vigueur 29.03.2012 *voir* par. 75(5);
- par. 106(2) et (3) et 109(4) en vigueur 01.03.1994 *voir respectivement* par. 106(7) et 109(7);
- par. 106(4) et (5) et 107(1) en vigueur 23.07.2016 *voir respectivement* par. 106(8) et 107(2);
- la définition “entité de gestion principale” au par. 123(1), édictée par par. 106(6) et 114(9) à (11) et (15), 147(1), 148(1) en vigueur 23.09.2009 *voir respectivement* par. 106(9) et 114(28) et (30), 147(2) et 148(2);
- la définition “facteur d'entité de gestion principale” au par. 123(1), édictée par par. 106(6); par. 114(1), (3), (4) et les définitions “groupe de pension principal” et “ressource déterminée” édictées par par. 114(5), et par. 128(1), 129(2), 132(1) à (4), 133(1) à (4) et 140(1) en

E

Exécution du budget de 2017, Loi n° 1 d' — 2017, ch. 33 (suite)

- vigueur 22.07.2016 *voir respectivement* par. 106(10), 114(25), 128(2), 129(4), 132(11), 133(11) et 140(6);
- par. 165(1), 166(1) et (2), 167(1) et 168(1) réputés en vigueur 05.06.2017 *voir respectivement* par. 165(2), 166(3), 167(2) et 168(2).
- art. 219 to 229 réputés en vigueur 01.07.2017 *voir* art. 229;
- art. 177 et 178 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 179 – Non en vigueur;
- art. 195 à 204 et 210 à entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 216(1) – Non en vigueur;
- art. 205 à 209 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 216(2) – Non en vigueur
- art. 230, 232 à 236, 239, 252, 253 et 255 à 258 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir*. 259(1) – Non en vigueur;
- art. 237, 238 et 240 à 251 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 259(2) – Non en vigueur;
- Voir aussi* les différentes dispositions d'application.

Exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007, Loi d' — 2007, ch. 35

(Budget and Economic Statement Implementation Act, 2007)

- art. 144**, 2013, ch. 33, al. 196(1)a)
- art. 174**, abrogé, 2015, ch. 4, art. 116
- Disposition générale, 2007, ch. 35, art. 144 tel que modifié par 2013, ch. 33, al. 196(1)a) (Coopération internationale)
- Dispositions de coordination, 2007, ch. 35, art. 92 à 100 et 130 à 134
- Dispositions transitoires, 2007, ch. 35, art. 173 et 174
- EEV, 2007, ch. 35 en vigueur à la sanction 14.12.2007, sauf :
- art. 136 et 137 en vigueur 01.12.2008 *voir* TR/2008-63
- art. 141 et 142 (Partie 7) en vigueur 31.03.2009 *voir* TR/2009-25
- art. 172 réputé être entré en vigueur 01.04.2010 *voir* art. 175 et *Gazette du Canada*, Vol. 146, n° 2, p. 26
- art. 174 en vigueur à la sanction *mais* abrogé *voir* 2015, ch. 4, art. 116.
- Voir aussi* les différentes dispositions d'application.
- EEV, 2013, ch. 33, art. 196 en vigueur à la sanction 26.06.2013
- EEV, 2015, ch. 4, art. 117 et 118 en vigueur à la sanction 26.02.2015;
- art. 116 en vigueur 19.06.2015 *voir* TR/2015-59.

Exigence de clarté formulée par la Cour suprême du Canada dans son avis sur le Renvoi sur la sécession du Québec, Loi donnant effet à l' — 2000, ch. 26

(Requirement for clarity as set out in the opinion of the Supreme Court of Canada in the Quebec Secession Reference, An Act to give effect to the)

Le ministre des Affaires intergouvernementales

EEV, 2000, ch. 26 en vigueur à la sanction 29.06.2000

Expansion des exportations, Loi sur l' [Nouvelle appellation *voir* Développement des exportations, Loi sur le] — 2000, ch. 26

(Export Development Act)

Exploitation du champ Hibernia, Loi sur l' — 1990, ch. 41

(Hibernia Development Project Act)

Le ministre des Ressources naturelles

- art. 2**, 1994, ch. 41, al. 37(1)m); 2002, ch. 7, art. 178; 2014, ch. 2, art. 41, ch. 13, art. 113
- art. 3**, 1999, ch. 31, art. 130; 2014, ch. 13, sous-al. 115e(i); 2017, ch. 20, art. 105
- art. 6**, 2014, ch. 13, sous-al. 115e(ii)
- art. 11.1**, ajouté, 1990, ch. 41, art. 22 (*Remarque* : conséquence de la sanction de 1990, ch. 44 le 17.12.90)
- disposition générale, 1994, ch. 41, par. 37(2)
- dispositions transitoires, 1990, ch. 41, art. 22
- EEV, 1990, ch. 41, loi en vigueur 09.11.90 *voir* TR/90-169
- EEV, 1994, ch. 41, art. 37 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
- EEV, 1999, ch. 31, art. 130 en vigueur à la sanction 17.06.99
- EEV, 2002, ch. 7, art. 178 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
- EEV, 2014, ch. 2 (sanction : 25.03.2014), art. 41 en vigueur 01.04.2014 *voir* TR/2014-34.
- EEV, 2014, ch. 13 (sanction : 19.06.2014), art. 113 et al. 115e) en vigueur 31.12.2014 *voir* TR/2014-103.
- EEV, 2017, ch. 20, art. 105 en vigueur à la sanction 22.06.2017

Explosifs, Loi sur les — L.R. (1985), ch. E-17

(Explosives Act)

Le ministre des Ressources naturelles

Titre intégral, 1993, ch. 32, art. 1; 2004, ch. 15, art. 35

- art. 2**, 1993, ch. 32, art. 2; 1994, ch. 41, al. 37(1)l), 38(1)d); 1995, ch. 35, art. 1; 1996, ch. 10, art. 227; 2004, ch. 15, art. 36

E

Explosifs, Loi sur les — L.R. (1985), ch. E-17 (suite)

art. 5, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 55, 1993, ch. 32, art. 3; 1995, ch. 35, art. 2; 1998, ch. 15, art. 26; 2004, ch. 15, art. 37; 2015, ch. 3, art. 82(F)

art. 6, 2004, ch. 15, art. 38

art. 6.1, ajouté, 1995, ch. 35, art. 3

art. 6.2, ajouté, 2004, ch. 15, art. 39

art. 7, 1993, ch. 32, art. 4

art. 9, 1993, ch. 32, art. 5; 2001, ch. 4, art. 80(A); 2004, ch. 15, art. 40

art. 10, 1993, ch. 32, art. 6

art. 10.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 6

art. 11, 1993, ch. 32, art. 7

art. 14, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 41

art. 14.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 42

art. 14.2, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 42

art. 14.3, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8

art. 14.4, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 43(A)

art. 14.5, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 44

art. 14.6, ajouté, 1993, ch. 32, art. 8; 2004, ch. 15, art. 44

art. 15, 1989, ch. 3, art. 42

art. 16, 1993, ch. 32, art. 9

art. 18 et 19, 1993, ch. 32, art. 10

art. 20, 1993, ch. 32, art. 10; 2004, ch. 15, art. 45

art. 21, 1993, ch. 32, art. 11; 2004, ch. 15, art. 45; 2004, ch. 25, art. 139(A) et 208(A)

art. 21.1, ajouté, 2004, ch. 15, art. 45

art. 22, 1993, ch. 32, art. 12; 2004, ch. 15, art. 46

art. 23, 1993, ch. 32, art. 12; 2004, ch. 15, art. 47

art. 23.1, ajouté, 1993, ch. 32, art. 12

art. 24, 2004, ch. 15, art. 48

art. 25, 1993, ch. 32, art. 13

art. 26, 1993, ch. 32, art. 14; 2004, ch. 15, art. 49

art. 27, 2004, ch. 15, art. 50(F)

art. 28, 2004, ch. 15, art. 51

art. 29, 1995, ch. 39, art. 170; 2004, ch. 15, art. 51

dispositions générales, 1994, ch. 41, par. 37(2), 38(2)

disposition de coordination, 2004, ch. 25, art. 208

EEV, 1989, ch. 3, art. 42 en vigueur 29.03.90 voir TR/90-63

EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 55, abrogé avant son entrée en vigueur par 1998, ch. 15, art. 26

EEV, 1993, ch. 32, art. 1 à 14 en vigueur à la sanction 23.06.93

EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 voir TR/95-10

EEV, 1995, ch. 35, art. 1 à 3 en vigueur 11.09.96 voir TR/96-83

EEV, 1995, ch. 39, art. 170 en vigueur 01.12.98 voir TR/98-93 et TR/98-95

EEV, 1996, ch. 10, art. 227 en vigueur 01.07.96 voir TR/96-53

EEV, 1998, ch. 15, art. 26 en vigueur à la sanction 11.06.98

EEV, 2001, ch. 4, art. 80 en vigueur 01.06.2001 voir TR/2001-71

EEV, 2004, ch. 15,

— par. 36(1), la définition de « composant d'explosif limité », à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 36(2), l'al. 5a.31) de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 37(1), les par. 37(4) et (6), les art. 41 à 49 et

l'art. 29 de la *Loi sur les explosifs* édicté par l'art. 51 en vigueur 01.06.2008 voir TR/2008-29;

— l'art. 35, les définitions de « fabrication illicite », « trafic illicite » et « transit » à l'art. 2 de la *Loi sur les explosifs* édicté par le par. 36(2), les al. 5(a.2), (a.3) et (a.4) de la *Loi sur les explosifs* édictés par le par. 37(1), par. 37(3) et (5), 38(2) et (4), art. 39 et 50 en vigueur 01.02.2014 voir TR/2013-123

— par. 37(2), 38(1), (3) et (5), l'art. 28 de la *Loi sur les explosifs*, édicté par l'art. 51, abrogé avant son entrée en vigueur voir 2008, ch. 20, art. 3 (*Loi sur l'abrogation des lois*), voir aussi la *Gazette du Canada, Partie I*, Vol. 149, n°6, pp. 181-182;

— l'art. 40 en vigueur 01.02.2015 voir TR/2013-123.

EEV, 2004, ch. 25, art. 139 et 208 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2015, ch. 3, art. 82 en vigueur à la sanction 26.02.2015.

Exportation et l'importation de biens culturels, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. C-51
(*Cultural Property Export and Import Act*)

Le ministre du Patrimoine canadien (TR/93-228 voir aussi 1995, ch. 11, art. 46)

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)h); 2001, ch. 34, art. 37(F)

art. 5, 1994, ch. 13, al. 7(1)c); 1999, ch. 17, art. 121; 2005, ch. 38, art. 59 et al. 145(2)c)

art. 17, 1995, ch. 5, al. 25(1)h)

art. 18, 1995, ch. 29, art. 21 et 22(A); 2001, ch. 34, art. 38

art. 20, 1991, ch. 49, art. 216

art. 22, 1991, ch. 49, art. 217; 2014, ch. 20, art. 390

art. 23, abrogé, 2014, ch. 20, art. 391

art. 32, 1991, ch. 49, art. 218; 1995, ch. 38, art. 1

art. 33, 1991, ch. 49, art. 219; 1995, ch. 11, al. 45a); 1995, ch. 38, art. 2; 1999, ch. 17, art. 122; 2005, ch. 38, al. 138f); 2014, ch. 20, art. 392

art. 33.1, ajouté, 1995, ch. 38, art. 2

art. 33.2, ajouté, 1995, ch. 38, art. 2; 2000, ch. 30, art. 159

art. 34, 1995, ch. 29, art. 22(A)

art. 36.1, ajouté, 2005, ch. 40, art. 4

art. 37, 2002, ch. 8, al. 182(1)l)

art. 39, 1995, ch. 5, al. 25(1)h); 1998, ch. 19, art. 261

art. 45, 2005, ch. 40, art. 5

art. 50, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(2), ann. II, par. 4(1) (F) et par. 213(4), ann. IV, par. 2(A)

art. 51, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(2), ann. II, par. 4(2) (F) et par. 213(4), ann. IV, n° 2(A)

art. 52, 1995, ch. 29, art. 22(A)

annexe, ajoutée, 2005, ch. 40, art. 6

disposition de coordination, 2005, ch. 38, par. 145(2)

disposition générale, 1994, ch. 13, par. 7(3)

disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)

disposition transitoire, 1995, ch. 38, art. 8

EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), art. 213 en vigueur 10.11.86 voir TR/86-206

E

Exportation et l'importation de biens culturels, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. C-51 (suite)

EEV, 1991, ch. 49, art. 216 à 219 en vigueur à la sanction 17.12.91
 EEV, 1994, ch. 13, art. 7 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65
 EEV, 1995, ch. 11, art. 45 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-68
 EEV, 1995, ch. 29, art. 21 et 22(A) en vigueur 01.11.95 *voir* TR/95-115
 EEV, 1995, ch. 38, art. 1, 2 et 8 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-73
 EEV, 1998, ch. 19, art. 261 en vigueur à la sanction 18.06.98
 EEV, 1999, ch. 17, art. 121 et 122 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111
 EEV, 2000, ch. 30, art. 159 en vigueur à la sanction 20.10.2000
 EEV, 2001, ch. 34, art. 37 et 38 en vigueur à la sanction 18.12.2001
 EEV, 2002, ch. 8, art. 182 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109
 EEV, 2005, ch. 38, art. 145 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 59 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119
 EEV, 2005, ch. 40, art. 4 à 6 en vigueur à la sanction 25.11.2005
 EEV, 2014, ch. 20 (sanction : 19.06.2014), art. 390 à 392 en vigueur 01.11.2014 *voir* TR/2014-83.

Exportation et l'importation des diamants bruts, Loi sur l' — 2002, ch. 25

(Export and Import of Rough Diamonds Act)

Le ministre des Ressources naturelles

art. 2, 2005, ch. 51, art. 1
art. 5, 2005, ch. 51, art. 2
art. 8, 2005, ch. 51, art. 3
art. 14, 2005, ch. 51, art. 4
art. 15, 2005, ch. 51, art. 5
art. 35, 2005, ch. 51, art. 6
annexe, DORS/2003-16, DORS/2003-25, DORS/2003-166; DORS/2003-335; DORS/2004-194; DORS/2006-177; DORS/2009-107; DORS/2013-156; DORS/2014-313, art. 1 et 2; DORS/2016-6, art. 1; DORS/2017-95, art. 1
 EEV, 2002, ch. 25 en vigueur 01.01.2003 *voir* TR/2003-3
 EEV, 2005, ch. 51, art. 1 à 6 en vigueur 16.06.2006 *voir* TR/2006-96

Exportations, Loi sur les — L.R. (1985), ch. E-18

(Export Act)

Le ministre du Revenu national

art. 6, ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n^o 5; 2002, ch. 22, art. 393

EEV, ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, 2002, ch. 22, art. 393 en vigueur 01.07.2003 *voir* TR/2003-47

Expropriation, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. E-21

(Expropriation Act)

Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (TR/93-138) (sauf partie II); ministre qui dirige un ministère dont le nom figure à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques (partie II)

art. 2, 1996, ch. 16, al. 60(1)*h*); 2011, ch. 21, art. 127
art. 4, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 2; 1994, ch. 43, art. 84; 2002, ch. 7, art. 167; 2011, ch. 21, art. 128
art. 4.1, ajouté, 1996, ch. 10, art. 228; 2011, ch. 21, art. 129
art. 5 à 7, 2011, ch. 21, art. 130
art. 7.1, ajouté, 2011, ch. 21, art. 130
art. 8, 2011, ch. 21, art. 131
art. 9, 2011, ch. 21, art. 132
art. 10, 1994, ch. 43, art. 85; 2003, ch. 22, al. 225v)(A); 2011, ch. 21, art. 133
art. 11, 2011, ch. 21, art. 134
art. 12 et 13, 2011, ch. 21, art. 135
art. 14, 2011, ch. 21, art. 136
art. 15 et 16, 2011, ch. 21, art. 137
art. 18, 2011, ch. 21, art. 138
art. 19 à 21, 2011, ch. 21, art. 139
art. 22, 2011, ch. 21, art. 140(A)
art. 23, 2011, ch. 21, art. 141
art. 25 à 27, 2011, ch. 21, art. 142
art. 28, 2011, ch. 21, art. 143
art. 30, 2003, ch. 22, al. 225v)(A); 2011, ch. 21, art. 144
art. 31, 2011, ch. 21, art. 145
art. 32, 2011, ch. 21, art. 146
art. 33, 2011, ch. 21, art. 147
art. 34 et 35, 2011, ch. 21, art. 147
art. 35.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 86; 2002, ch. 7, art. 168
art. 36, 2011, ch. 21, art. 148
art. 37, 2011, ch. 21, art. 149
art. 38, 2011, ch. 21, art. 150
art. 39, 2011, ch. 21, art. 151
art. 44, 2011, ch. 21, art. 152
Annexe, 2011, ch. 21, art. 153
 EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 2 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193
 EEV, 1994, ch. 43, art. 84 à 86 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 10, art. 228 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-67
 EEV, 2002, ch. 7, art. 167 et 168 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3) – Non en vigueur

E

Expropriation, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. E-21 (suite)

EEV, 2003, ch. 22, art. 225 en vigueur 01.04.2005 voir
TR/2005-24

EEV, 2011, ch. 21, art. 127 à 153 en vigueur à la sanction
29.11.2011

EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir
TR/2005-29

Extradition, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. E-23 (*Extradition Act*)

LOI ABROGÉE par 1999, ch. 18, art. 129, entré en vigueur
à la sanction (17.06.99). Cependant, l'art. 84 de la
nouvelle *Loi sur l'extradition*, 1999, ch. 18, prévoit que la
loi abrogée continue de s'appliquer — comme si elle
n'avait pas été abrogée par l'art. 129 — à toute question
en matière d'extradition dans le cas où l'audition de la
demande d'extradition est en cours devant le juge le
17.06.99.

disposition transitoire, 1999, ch. 18, art. 84

modification conditionnelle, 1999, ch. 3, art. 91

EEV, 1999, ch. 3, art. 91 en vigueur à la sanction 11.03.99

EEV, 1999, ch. 18, art. 84 et 129 en vigueur à la sanction
17.06.99

Extradition, Loi sur l' — 1999, ch. 18 (*Extradition Act*)

Le ministre de la Justice

art. 2, 2000, ch. 24, art. 47; 2002, ch. 7, art. 169

art. 6.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 48

art. 14, 2000, ch. 24, art. 49

art. 18, 2000, ch. 24, art. 50

art. 40, 2000, ch. 24, art. 51; 2001, ch. 27, art. 250

art. 47, 2002, ch. 1, art. 190

art. 47.1, ajouté, 2000, ch. 24, art. 52

art. 48, 2001, ch. 27, art. 251

art. 57, 2002, ch. 8, art. 141

art. 66, 2005, ch. 10, al. 34(1)/)

art. 75, 2001, ch. 27, art. 252

art. 76, 2000, ch. 24, art. 53

art. 77, 2002, ch. 1, art. 191; 2005, ch. 10, al. 34(1)/)

art. 78, 2002, ch. 1, art. 192

art. 80, 2002, ch. 1, art. 193

art. 83, 2002, ch. 1, art. 194

ann., DORS/2005-227

dispositions transitoires, 1999, ch. 18, art. 84 et 85

EEV, 1999, ch. 18 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 2000, ch. 24, art. 47 à 53 en vigueur 23.10.2000 voir
TR/2000-95

EEV, 2001, ch. 27, art. 250 à 252 en vigueur 28.06.2002 voir
TR/2002-97

EEV, 2002, ch. 1, art. 190 à 194 en vigueur 01.04.2003 voir
TR/2002-91

EEV, 2002, ch. 7, art. 169 en vigueur 01.04.2003 voir
TR/2003-48

EEV, 2002, ch. 8, art. 141 en vigueur 02.07.2002 voir
TR/2003-109